ENGLISH PAGES: 7,11

Lè manke gid, pèp la gaye! DBSERVATEUR

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc. www.haiti-observateur.ca Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820 haiti_observateur@yahoo.com New York: \$1,00 Partout ailleurs: 1,50\$ Haïti: 20 gourdes Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 47 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

8 - 15 décembre 2021

COUP DE BALAI LIMITÉ AU CABINET MINISTÉR Michel Martelly, vainqueur de Claude Joseph Sweet Mickey mené par le bout du nez par Abinader...

Par Léo Joseph

Cabinet ministériel par le Premier ministre de facto, Ariel Henry, une opération par laquelle il a amputé son premier gouvernement de huit membres, qui sont remplacés par des opposants au PHTK, ne fait pas l'unanimité dans le monde politique. Si les partisans de Jovenel Moïse consi-

niers se voient désespérément en mettant les jovenelistes hors-À coup sûr, le remaniement du marginalisés, sinon projetés hors du pouvoir, au profit de Michel Martelly. Avec le replâtrage du dernier gouvernement, celui-ci prend le contrôle effectif du double rôle qu'assume le neurochirurgien. Claude Joseph lui a donné une opportunité en or pour s'imposer.

dèrent leurs intérêts lésés, ces der- une percée politique spectaculaire jeu au sein du régime PHTKiste. Un exploit qu'il a réussi en faisant éjecter le chancelier du Cabinet. Tel est le prix qu'il devait payer pour éviter que ses secrets financiers ne soient exposés au grand jour par le président dominicain.

La dernière réforme ministérielle effectuée par Ariel Henry ne

En effet, Sweet Mickey a fait s'est pas produit sans heurt. Des DANS LE CADRE DE LA « CAMPAGNE JUSTICE POUR JOVENEL MOÏSE »

sources diplomatiques, à la capitale haïtienne, ont révélé que, suite au tweet de de Claude Joseph invitant le président dominicain, Luis Abinader, à conjuguer ses efforts avec les res-

sources des autorités haïtiennes,

chef d'État dominicain.

Certes, les expulsions systématiques d'Haïtiens se trouvant en résidence irrégulière dans la partie de l'est de l'île, ainsi que la décision d'arrêter la livraison de visa au étudiants haïtiens fréquen-



Ariel Henry, désormais soumis à Michel Martelly.

Michel Martelly, désormais le chef incontesté du PHTK.

en vue de combattre l'insécurité, des deux côtés de la frontière, a été très mal accueilli, à Santo Domingo. Cette initiative, très mal venue, du chef de la diplomatie haïtienne, a déclenché une guerre de faible intensité par le

tant les universités dominicaines, étaient la pointe de l'iceberg des mesures punitives que prenaient les Dominicains, à l'encontre des Haïtiens. Si les décisions prises

Suite en page 2

Claude Joseph convoqué par le juge instructeur

Quelle squelette gît dans le placard del'ex-chancelier ?



Ariel Henry, déjà aux prises avec Claude Joseph.



Claude Joseph ignore quel sort l'attend.

Par Léo Joseph

L'enquête lancée, depuis déjà cinq mois, et qui piétinait lamentablement, pourrait prendre un élan nouveau, avec Claude Joseph éjecté du Cabinet ministériel. Sa convocation par le juge instructeur Gary Dorélien, de même que l'ancien directeur général de la Police national, Léon Charles et de Rockefeller Vincent, ancien commissaire du Suite en page 9

LA DIASPORA HAÏTIENNE ORGANISÉE AUTREMENT

Le HDPAC : De nouvelles stratégies pour mener l'action politique



Emmanuel J. Roy.



Général Honoré, conseiller de

Par Léo Joseph

Créée sous le nom anglais «Haitian Diaspora Political Action Committee » (HDPAC) ou «Commission d'action politique de la diaspora haïtienne », cette organisation ambitionne de doter la communauté haïtienne d'outremer de nouveaux moyens de mener les stratégies politiques, en vue de son développement politique, économique et sociale, en

Suite en page 3

Haiti uninvited to President **Biden's Summit for Democracy**



Charles T. Call

By Raymond Alcide Joseph

Tomorrow, December 9, the twoday virtual Summit for Democracv of President Joseph Biden



President Joe Biden

starts and Haiti, hitherto considered a staunch ally of the United States, is not in the list of 111 countries invited. Is that due to

Continued on page 7

COUP DE BALAI LIMITÉ AU CABINET MINISTÉRIEL Michel Martelly, vainqueur de Claude Joseph Sweet Mickey mené par le bout du nez par Abinader...

Suite de la page 1

ises par les dirigeants dominicains, prenaient l'allure de représailles affectant presque exclusivement les couches populaires haïtiennes, telles que les ouvriers, les petits commerçants, celles, plus rigoureuses, visaient exclusivement les hommes et femmes du pouvoir, ceux qui ont leurs magots déposés dans les banques dominicaines, en sus de somptueuses villas, des hôtels et des biens immobiliers de grandes valeurs, en territoire dominicain visaient les nantis politiques au pouvoir.

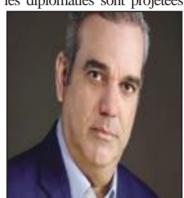
Par le truchement de l'envoyé spécial d'Ariel Henry, en République dominicaine, l'ambassadeur Daniel Supplice ou autrement, les autorités haïtiennes ont été avisées que leurs homologues dominicains allaient geler leurs biens (meubles, immeubles et comptes en banque) se trouvant en territoire dominicain, avec effet immédiat. Il a été rapporté que ces mesures allaient frapper les personnes qui ont accumulé des biens mal acquis, notamment des trafiquants de drogue et d'armes, ceux qui ont opéré des détournements de fonds publics ou qui ne sont pas en mesure de «prouver l'origine légale » des millions qu'ils ont placés dans des institutions bancaires de la République dominicaine, ou bien ceux qu'ils ont investi dans l'acquisition de biens immobiliers.

De telles dispositions allaient frapper de plein fouet les gens du pouvoir, toutes catégories confondues. Mais Michel Martelly se sentait directement concerné. Aussi a-t-il mobilisé ses ressources pour porter Ariel Henry à « chasser » littéralement Claude Joseph du pouvoir, insistant, apprend-on, pour qu'il ne soit l'objet d'aucune circonstance atténuante, qui aurait favorisé sa présence ailleurs, au sein de l'administration publique.

C'est donc en raison de ce traitement qu'il a subi que le Dr Joseph a décidé de prendre ses jambes à son cou, de regagner les États-Unis, immédiatement après son éjection du ministère. Dans un message tend avoir « élégamment refusé» la proposition d'un « poste diplomatique en Europe».

Les mécanismes du pouvoir mis à contribution

Selon toute vraisemblance, l'intervention de Michel Martelly dans le dossier Haïti-République dominicaine, dont les diplomaties sont projetées



Luis Abinader, les grands moyens pour rappeler les bandits à l'ordre.

dans une crise inutile, par le chancelier haïtien lui-même, faisant, de surcroît, la surenchère, ayant eu comme conséquence l'escalade des sanctions dominicaines, a été bien accueilli par M. Henry. Puisque, confronté à l'hostilité des jovenelistes occupant des postes décisionnels clefs de l'administration publique, le Premier ministre de facto était privé de moyens d'orchestrer une réforme ministérielle, plus particulièrement se défaire de Claude Joseph.

Une fois Sweet Mickey a saisi le grand danger qu'il encourait, lui en tête de liste, si les autorités dominicaines mettaient leur plan à exécution, il s'est précipité vers les détenteurs des mécanismes du pouvoir pour les inciter à œuvrer dans le sens de ses intérêts. Il s'agissait, pour lui, de créer des conditions pour qu'intervienne un changement de Cabinet dans l'immédiat. Aussi a-t-il mis tout le monde en position de suivre les directives d'Ariel

Dans les milieux proches du pouvoir, est accréditée la version selon laquelle cette intervention de Michel Martelly a rendu possible la mise hors-jeu des juvenelistes, y compris la révocation du secrétaire général du Palais national,

sur les réseaux sociaux, il pré- Lyonel Valbrun, immédiatement après l'investiture du nouveau Cabinet replâtré.

Michel Martelly a le pied à l'étrier

Après ce coup de maître qu'il a réalisé, en menant avec succès l'opération ayant mis Ariel en position de doter le pays du gouvernement qu'il voulait, Michel Martels a le pied à l'étrier. Désormais, il est le patron incontesté d'Ariel Henry. En clair, celui-ci travaille pour lui. Désormais il possède tous les atouts pour mener à bien sa campagne pour son retour avec succès, au Palais national. De toute évidence, ceux qui collaborent, à tous les niveaux, avec le Premier ministre de facto, qu'ils le veuillent ou non, sont ses soldats.

On ne peut dire, de manière absolue, qu'il s'est produit un schisme au sein du PHTK. Mais, dans la mesure où, désormais, les détenteurs du pouvoir s'appellent jovenelistes et PHTKistes, le dernier geste de l'ex-président-musicien a l'effet d'un pavé dans la marre.

En effet, les jovenelistes, qui s'agglutinent autour de Laurent Salvador Lamothe s'alliant à Martine Moïse, et trouvant un allié solide, jusqu'à nouvel ordre, en la personne de Claude Joseph, doit se retrouver en mode « reconstruction».

En clair, la réforme ministérielle orchestrée par Ariel Henry, sous la dictée de Martelly, a tout l'air d'un coup d'État exécuté contre la version joveneliste du PHTK. Créateur de formation politique, Sweet Mickey en a repris le contrôle isolant les jovenelistes sans aucun chef effectif. C'est sans doute après avoir saisi cette réalité que Claude Joseph a révélé son intention de créer son propre parti politique.

En attendant que soit livrée une autre bataille pour le contrôle du PHTK, afin de se mettre en position de participer aux élections qui seront éventuellement décrétées, Martelly détient toutes les cartes. La nouvelle opposition, qui se dresse devant lui, Claude Joseph et ses alliés, toujours mal définis, et qui a l'obligation de trouver sa « voie », manquent de ressources présentement pour affronter le «bandit légal ».

Mais, il y a la question des relations diplomatiques entre Haïti et la République dominicaine, qui ont été mal gérées,



Claude Joseph, hors du pouvoir, sans pouvoir d'agir.

en raison de la canaillerie d'un membre du Cabinet ministériel se prenant pour décideur indépendamment de son patron, et ignorant les limites que lui assigne la Constitution. Une situation rendue possible par l'irresponsabilité caractéristique des preneurs de décisions haïtiens laissant à des fonctionnaires l'autorité d'agir en toute indépendance.

Or personne ne peut prévoir quand surgira un autre Claude Joseph, dont l'ambition du pouvoir l'incite à agir sans l'assentiment de son chef hiérarchique. Surtout quand il se fait applaudir, par des partisans présumés, pour les gredineries qu'il a commises, dans la gestion de la diplomatie du pays.

Au bout du compte, Abinader a mené Michel Martelly par le bout du nez, agitant devant lui et ses partenaires, jovenelistes et PHTKistes, de crime de sang et financier l'épouvantail d'exposer au public le fruit des vols qu'ils ont perpétrés au détriment d'Haïti.

Comme on dit, en créole, «Lanmò manke w, men li pa bliye w ». (« Vous avez échappé à la mort, mais la remise de peine n'est pas éternelle »). Assurément les Dominicains savent ce qui fait marcher les dilapidateurs de fonds haïtiens.





LA DIASPORA HAÏTIENNE ORGANISÉE AUTREMENT Le HDPAC : De nouvelles stratégies pour mener l'action politique

Suite de la page 1

Haïti et dans leurs pays d'adoption respectifs. La mise en pratiques de nouveaux concepts permettra de surmonter les obstacles auxquels font face les citoyens d'origine haïtienne voulant faire élire ses membres à des postes électifs, en sus d'influencer les politiques, aux États-Unis et dans d'autres pays à forte population haïtienne.

Cette approche novatrice est la grande idée de l'avocat Emmanuel Roy, avec la collaboration d'autres amis, de plusieurs générations d'Haïtiens. Si, au départ, le projet se concentre sur les communautés basées aux États-Unis, il vise, au fur et à mesure de s'étendre aux expatriés d'Haïti disséminés à travers d'autres pays dans différents continents. L'ultime objectif consiste à favoriser l'intégration socio-politique et économique des agglomérations d'Haïtiens qui ont laissé leur pays d'origine pour s'établir définitivement à l'étranger. L'Amérique du Nord étant le lieu accueillant la grande majorité des expatriés haïtiens, dont le nombre s'élève à plus d'un million, il va sans dire que le HDPAC entend y investir toutes ses ressources, attendu que les efforts soient déployés ultérieurement pour répéter l'expérience ailleurs.

Un tel projet suppose la mise en branle, dans un premier temps, d'un système d'enregistrement des Haïtiens, toutes catégories confondues, à l'échelle des cinquante états de l'Union, avant d'étendre le processus au Canada et ailleurs dans le monde. De toute évidence son succès en Amérique du Nord contribuera à accélérer l'effort d'organisation des communautés haïtiennes établies dans différents pays.

Un projet lancé par l'avocat Emmanuel Roy

Le HDPAC est un projet lancé par l'avocat haïtiano-américain Emmanuel Roy, à l'invitation d'un groupe d'Haïtiens d'origine haïtienne acquis à l'idée d'œuvrer pour la promotion sociopolitique des communautés haïtiennes. Invité à donner corps à cette initiative, celui-ci dit avoir estimé nécessaire de concevoir créées jusqu'ici. Dans cette perspective, il a jugé absolument nécessaire de faire appel à des personnalités professionnellement, socialement et politiquement bien cotées, qui sont susceptibles d'influencer les décisions politiques, à tous les niveaux de l'administration publique. Aussi faitil appel à des Haïtiens de toutes



De gauche a droite, Dr. Georges J. Casimir et l'ex-président dominicain Leonel Fernandez. catégories : immigrés et ceux de toutes les générations, aussi bien qu'à des étrangers ayant de solides convictions par rapport à l'intégration totale de la communauté haïtienne à la vie socio-politique de leurs pays d'adoption, et par voie de conséquence le développement total et durable d'Haïti. Dans les vues de M. Roy, de



Maybelle Jadotte

tels objectifs requièrent le savoirfaire et des gens ayant des contacts solides à tous les niveaux de la société, surtout dans le monde politique, capables d'influencer les décisions.

De l'avis d'Emmanuel Roy, la principale vocation du HD-PAC consiste à faire élire des fonctionnaires, à tous les niveaux, pouvant contribuer à la promotion de la communauté haïtienne, notamment à l'élection à d'Haïtiens à des postes électifs, en diaspora. En sus de supporter des candidats progressifs, comcette organisation différemment pétents et évoluant loin de la corpar rapport à celles qui ont été ruption. De tels objectifs requièrent l'investissement de sommes importantes dans les campagnes électorales, aux États-Unis et au Canada, ainsi qu'en Haïti. Car, raisonne M. Roy, la communauté haïtienne a besoin aussi d'atouts politiques pour s'imposer dans les pays d'adoption. Les progénitures d'immigrés haïtiens doivent compter également sur leur poids politique dans l'équilibre des forces pour atteindre des objectifs réalisables collectivement. Dans cet ordre d'idées, dit encore celui-ci, à l'instar d'un parti politique, l'organisation doit se doter d'une caisse solide afin de contribuer au financement de campagnes électorales de candidats engagés dans la promotion des objectifs de la communauté haï-

En vue d'assurer le succès de l'organisation, les fondements organisationnels sont mis en place dès sa naissance, prévoyant les différentes fonctions visant ses articulations dans les domaines divers. C'est bien ce que reflète l'organigramme du HDPAC qui comprend: le Conseil d'administration, Cadre administratif, Comité administratif, Conseil consultatif et les comités permanents. Ces derniers sont ainsi catégorisés : Comité de pilotage politique, Comité des finances, Comité de gouvernance, Comité des ambassadeurs PAC, Comité de collecte de fonds, Comité des Relations publiques et Comité des Affaires internationales.

Le choix des personnalités choisies pour faire partie du HDPAC en dit long de ce que ses organisateurs ambitionnent. Le Conseil exécutif se compose de : Dr Georges J. Casimir, psychiatre, président et chairman et Maybelle Jodette, vice-présidente (qui a moins de 30 ans), Renée Ballantyne et Emmanuel Roy, secrétaire.

Les conseillers administratifs s'appellent : David Alexis, Nasser Gamal, Frankie Louis, Jean Vernet, Valerio Saint-Louis, Emmanuel Confie, Georges J. Casimir, Emmanuel Roy, Dominique Jean, Maybelle Jacote, Renée Ballantyne, Donald Livey et Jude Chadi Gene.

Des professionnels de compétences variées et ayant de grandes influences politiques et sociales sont appelés à former les différents comités du HDPAC, dans l'idée d'augmenter les portées d'action de l'organisation. Comme c'est le cas, par exemple, du Comité consultatif au sein duquel se regroupent : l'ex-président dominicain Leonel Fernandez, le général américain retraité Russell



Emmanuel Coffy

L. Honoré, le chancelier John Pierre, Daphné Campbell, ex-sénatrice de l'État de Floride, Raja Gupta, ex-CEO de McKeon et Compagnie, Anna Marie Reynaud, CEO de GPSI, George May Figaro, Esq., Dr Jacques Bingue, Dr Dinka Talla, Dr Karl



Dr Georges Casimir

La tortue, Willie Gary, Esq., Daphné Leblanc, Esq., Patrick Yacht, Dr Bob Rousseau.

Le président du HDPAC, Dr Georges J. Casimir, un transfuge de l'Association médicale haïtienne à l'étranger (AMHE), s'est joint au HDPAC avec le rêve d'un DPAC fort qu'il n'avait pas su rendre opérationnel au sein de l'AMHE. Dr Casimir a révélé qu'il avait toujours pensé qu'il était nécessaire de doter l'Association médicale haïtienne de moyens financiers adéquats afin de mener avec succès des initiatives politiques concrètes,

au profit de la communauté haïtienne. Mais, dit-il, cette ambition n'avait pu se concrétiser, le président de l'AMHE ayant argué à l'inopportunité de cette stratégie.

Bien qu'il ait adhéré au HD-PAC, Dr Casimir, qui traîne une expérience remarquable dans le monde médical, hésitait à acquiescer à la demande formulée par Emmanuel Roy pour qu'il en devienne le président. Ce dernier a dû avancer de solides arguments pour le porter à changer d'idée. En effet, à cet égard, M. Roy a révélé que le jour où Georges Casimir a accepté la proposition de devenir président du HDPAC, les discussions durèrent plusieurs heures, « jusqu'à 2 heures du matin ».

Une autre personne faisant partie du HDPAC qui attire l'attention est Maybelle Jadotte, vice-présidente de l'organisation. Le plus jeune membre de l'exécutif, contrairement au président (Dr Casimir), elle est née aux États-Unis. Pourtant elle reste profondément attachée à la culture haïtienne et s'est trouvée naturellement attirée au HDPAC. Et M. Roy se félicite de l'avoir découverte.

Leader né, Mme Jadotte se déclare une femme noire avant d'être Noire Américaine ou Haïtienne. Tout en se réjouissant d'assumer le rôle de leadership elle dit être toujours disposée à servir. Consciente aussi de la mauvaise presse dont Haïti est l'objet, surtout des histoires négatives et déconcertantes, notamment les récents épisodes de réfugiés haïtiens amassés sur la frontière américano-mexicaine, ayant fait leur entrée au Texas, avant d'être déportés par milliers vers Haïti, sa fierté ne diminue d'un iota. Car elle s'inspire de la riche histoire d'Haïti servant d'inspiration à de nombreux peuples. Elle est heureuse de faire une belle contribution au pays d'origine de ses parents, dans le cadre des activités du HDPAC.

Interrogé sur son implication dans HDPAC, l'avocat Emma-Suite en page 4



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez 'édition courante ou celle désirée.



LA DIASPORA HAÏTIENNE ORGANISÉE AUTREMENT Le HDPAC : De nouvelles stratégies pour mener l'action politique

Suite de la page 1

nuel Coffy, qui avait, dans le passé, investi son temps et ses compétences à d'autres organisations haïtiennes en diaspora, ne cache pas son enthousiasme à participer à cette dernière. À la question de savoir « que venez-vous chercher dans cette galère », vu que, suite aux turpitudes, qui caractérisent Haïti, sous la houlette de dirigeants incompétents et corrompus, le sentiment d'« Haïti fatigue » habite plus d'un. Et Me Coffy de répondre, à brûle-pourpoint : « Je n'ai pas le choix ». Cette courte phrase charrie un engagement solide dont Haïti a grand besoin au moment où ses dirigeants se comportent en super délinquants. Après toutes ces années de franche collaboration au sein de groupes œuvrant pour le développement durable d'Haïti, Emmanuel Coffy n'a perdu une seule once de son engagement à l'égard de son pays natal.

Si le HDPAC regroupe, en son sein, le plus grand nombre

d'Haïtiano-Américains nés hors d'Haïti, il se félicite aussi d'attirer le plus grand nombre de personnalités non haïtiennes. Dans cette catégorie se distingue Donald Lively, qui fait partie du Conseil d'administration et du Comité des Affaires internationales.

M. Lively s'est affilié au HD-PAC, grâce à l'initiative d'Emmanuel Roy, dont il fut le professeur à la faculté de droit qu'il avait créée, *Florida Coastal School of Law*, dans les années 70. Présentement impliqué dans

l'implantation d'institutions universitaires en Haïti, en collaboration avec des citoyens du pays, il y a effectué plusieurs voyages et y compte de nombreux amis et collaborateurs. Aussi dit-il n'avoir le moindrement hésité à répondre à l'invitation qui lui a été faite de s'associer à cette organisation. D'autant plus que l'appel était venu d'un de ses « brillants étudiants ».

Sous le leadership d'Emmanuel Roy, encadré d'une équipe multidisciplinaire, multiethnique, venue d'horizons divers, et dont la réputation n'est pas à démontrer, HDPAC a le potentiel de changer la donne, par rapport à Haïti. Dans les vues des dirigeants de cette structure, tout sera mis en œuvre pour que deviennent réalité l'intégration de la communauté haïtienne dans leurs pays d'adoption, ainsi que le développement économique, politique et sociale de la mère patrie, par le truchement de ses filles et fils expatriés.

The HDPAC: New strategies for political action

By Léo Joseph

Created under the name "Haitian Diaspora Political Action Committee" (HDPAC), this organization aims to provide the Haitian communities overseas with new ways to conduct political strategies toward their political, economic and social development both in Haiti and in their respective adopted countries. The implementation of new concepts will help overcome obstacles faced by citizens of Haitian descent seeking elected office, in addition to influencing policy, in the United States and in other countries with large Haitian popula-

This innovative approach is the brainchild of Emmanuel Roy, Esq., with the collaboration of other friends, including Haitians of more than one generation. While initially focusing on communities based in the United States, the project aims to expand to Haitian expatriates in countries on other continents. The ultimate goal is to promote the socio-political and economic integration of communities of Haitians who have left the motherland to settle permanently abroad. Since North America is the place, where the vast majority of Haitian expatriates, more than one million, are to be found, it is understandable that HDPAC intends to invest all of its resources there, while expecting that efforts will be made later to repeat the experience elsewhere.

Such a project implies the implementation of a system of registration of Haitians, all categories included, throughout the 50 states of the Union, before extending the process to Canada and elsewhere in the world. Obviously, its success in North America will help accelerate the effort to organize Haitian communities in other countries.

A project launched by



lawyer Emmanuel Roy

The HDPAC is a project launched by the Haitian-American lawyer Emmanuel Roy, at the invitation of a group of Haitians and others of Haitian origin who are committed to the idea of working for the socio-political promotion of Haitian communities. Invited to give substance to this initiative, he said he felt it necessary to conceive this organization differently from those that have been created so far. In this perspective, he thought it necessary to call upon professionally, socially and politically well rated personalities, who are likely to influence political decisions, at all levels of public administration. Also, he's called upon Haitians of all categories, recent immigrants and those of generations who were born abroad, as well as on foreigners fully convinced about the full integration of the Haitian community in general, in the socio-political life of their adopted country. In other words, it's envisaged that the Haitian should be totally and sustainably integrated. In Mr. Roy's view, such objectives require expertise and people with solid contacts at all levels of society, especially in the political field, who are capable of influencing decisions.

In Emmanuel Roy's view, the main purpose of the HDPAC is to elect officials at all levels who can contribute to the advancement of the broad Haitian community, including the election of

Haitians to elected positions in the diaspora. In addition to supporting progressive, competent and corruption-free candidates who aren't necessarily Haitian. Such objectives require the investment of significant sums of money during electoral campaigns in the United States and Canada, as well as in Haiti. Because, Roy argues, the Haitian communities also need political assets to make their mark in their adopted countries. The offspring of Haitian immigrants must also rely on their political weight in the balance of power to achieve collectively attainable goals. Therefore, he says just like a political party, the organization

Suite en page 8





Visiting your parents for the Holidays? Caring for your parent's health starts at home

By Daniel Elliott

Millions of adult children will be visiting their parents during the holidays. For some, their last visit home may have been months ago and for others, routine visits might be common. Health experts advise that while visiting, in addition to enjoying the holiday's many fun filled traditions, it's important that children also take time to consider their aging parents' health needs at home.

"Long Island has a rapidly growing senior population, but very few have homes that are safe for them to live in," said Daniel Elliot, a Certified Aging in Place Professional and Licensed Occupational Therapist with Jukebox Health, a leading Tri-State healthcare company that works with families and seniors to develop home solutions for optimal independent living. "Knowing that most seniors want to remain living in their own homes as they age, it's im-

portant that their homes be safe for them to live in. Caring for your parents' health needs to start at home."

Was mom recently hospitalized and now feeling somewhat weaker? Did dad have a recent fall? These are some of the questions to ask yourself when visiting your parents this holiday, according to Elliot. "Take a walk around the house to see how the lighting is in each room, especially those without windows like a basement, a stairwell or a closet. Are grab bars now needed in the bathroom or beside the bed to help dad stand up?" asserts Elliot.

"In addition to considering assisted living communities and nursing homes, families should also consider aging in place at home as a viable option for their senior family members," continued Elliot. "Thankfully many products and services exist today to help seniors live safely at home, without compromising their home aesthetic."

Jukebox Health offers personalized home safety assessments performed by certified aging in place professionals that include clinically driven home



Dan Elliott

safety recommendations. Families work with Jukebox to design and install the home modifications, working with local licensed contractors. Examples of modifications recommended in an assessment might include:

Improved lighting Smart technology

Grab bars that come in decorative finishes

Anti-slip mats

Wheelchair accessible tabletops and countertops

Accessible entries, exits and stairwells with handrails

Zero step entries into showers Extra tall or powered toilet seats Bed rails that come in decorative finishes

Other behaviors to be observant of when visiting your parents include paying attention to their use of the various rooms in the house. Daniel Elliot explains, "Many times we see an avoidance of certain rooms used at home which usually signals an issue but can easily be remedied, restoring their freedom and full use of the house."

"There is a large emotional dimension to aging in place. Seniors want choices about how and where they age" continued Elliot. "Remaining in their homes provides independence and familiarity, which many times, leads to living a longer, happier life." For more information on Jukebox Health, visit their website at https://www.jukebox-health.com/.





-

Kreyòl-

GRENN PWONMENNEN

Li lè li tan pou briganday la sispann ann Ayiti; Nou pa ka nan gang, ni nan gaspiyay lajan peyi a!

Kounnye a se lamòd, chak jou mounn Aviti leve, premye kesyon yo mande se kilès yo te pran yè, osnon yèswa? Wi, se chak jou Bondye mete, gang k ap opere adwat agòch ap kidnape mounn, sitou mounn yo kwè yo ka pran youn kòb nan men yo tousuit, osnon lòt yo konnen ki ka rele zanmi ak fanmi lòt bò dlo pou voye lajan pou yo libere prizonnye yo. Jan nou tande l la, se nan sitiyasyon sa a peyi a rive. Epi swa-dizan otorite yo chita 2 bra kwaze, sandout y ap tann kilè yo menm tou yo pral viktim kidnaping. Men nan kisa nou pran!

Kidnaping nan vin youn biznis ki rapòte bandi legal yo anpil kòb, pandan ke malere ap soufri epi non Ayiti vin avili pirèd toupatou nan lemonn antye. Anplis de «Peyi pi pòv nan Lamerik la e younn nan pi pòv sou tout latè », kounnye a se « Peyi ki devan tout *lòt nan kidnaping!* »Ēske nou ka aksepte voun sitivasvon konsa? Nou di non! Fòk sa sispann, de youn fason ou youn lòt, paske se pa premye fwa nou fè konesans ak kidnapè ann Ayiti, eksepte fwa sa a, bagay la pran youn ekstansyon nou pa t janm wè.

Nou pa ka bliye kijan sou dezyèm kout prezidan Jean Bertrand Aristide (Jan Bètran Aristid), nou te gen « Chimè ». Nou pa ka di m nou bliye « Lame Wouj » (Rouge), « Lame Kanibal », « Lame Ti Manchèt » ak youn bann lòt ti lame ki t ap fè e defè ann Ayiti sou Tipè milyonnè a, ki pa janm eksplike kouman li fè gen tout milyon l yo. Enben, se younn nan rezon ki te lakòz yo te vin chache 1 le 29 fevriye 2004, pou mennen 1 ann egzil. Men 1 te pati ak tout lajan sal la, osnon sa l te vòlò yo. Nou di msye jwi de sa nou rele enpinite.

Mwen menm, mwen di *enpi*-

nite ak kòripsyon se 2 manmèl bèf la yo souse ki vin met Ayiti kote l ye a. Pran kòripsyon, anpremye, se jan yo ranje zafè yo pou yo ranmase lajan menm ak pèl, nan bokit, al sere byen lwen nan bank nan lòt peyi. Epi ak lajan peyi a yo fin vòlò a, ke pèsonn pa ka poze yo okenn kesyon sou sa, yo vin reparèt sou mounn, yo simaye youn ti moso pou achte malere san konprann, yo tounen pou yo fè pi mal pase sa yo deja fè. Fòk sa sispann! Pi devan na tounen sou kesyon an.

Men kounnye a, se sou kesyon « *Gang federe* » ke « *Chimè*» pa ka vin wè devan yo ke n



Jimi Cherizye ke yo rele Babikyou

ap konsantre, paske jan yo di an franse a, « *c'est ce qui est à l'ordre du jour* ». Enben, gen anpil mounn ak òganizasyon ki responsab sitiyasyon sa a, m ap pase pran tout pou nou ka wè nan ki mera nou pran. Avèk tout kaka chak la ki deyò, lemonn antye ap okouran de ki prevyen Ayiti desann jouk nan twou kote l ye a, epi nou pral sou wout pou n jwenn bonjan chanjman pou n pa

tounen nan menm penpenp lan.

Kòm mwen te di deja se kesyon « Chimè » ki te pi gwo rezon yo te pran bòt Aristid an 2004. Solda ameriken ak franse te vin pran msye epi yo pase manyèt la bay Nasyon Zini ki debake ak milye twoup lame lòt peyi anba chapo MINUSTHA (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti). Avèk nouvo chèf polis Mario Andrésol, yo netwaye peyi a de Chimè. Mwen p ap janm bliye kijan youn dènye ladan yo, ki t ap bay anpil traka nan Pòtoprens, te pase mal ak tout youn ekip ki t ap travay avè 1. M ap pale de Grenn Sonnen (René Jean Anthony). Kivedi, gen fason pou trete gangstè lè desizyon pran

Pou plizyè lane apre netwayaj la, kesyon gang nan pa t youn pwoblèm ankò, pa sou rès gouvènman tranzisyon Alexandre-Latortue a (Aleksann-Latòti), pa sou gouvènman René Préval, nonplis. Epi nan lane 2011, mounn Wachintonn yo, avèk sekretè Deta Hillary Clinton alatèt, epi anbasadè l ann Ayiti, Kenneth Merten, ap segonde l, yo fè konbinezon pou yo mete youn « Bandi legal » opouvwa ann Ayiti. Eskize m wi, se pa mwen ki ba l non an, se non mouche a chwazi li menm. Wi, m ap pale de Michel, osnon Michael, non ki sou paspò ameriken l nan. Se byen li menm Michel/Michael Joseph Martelly.

Min kijan antan ke Bandi Legal, ki soti pou kenbe pouvwa pou 50 an, deside kreye youn bann ti bandi legal ki, selon plan li te genyen, te pral vin tounen Tonton Makout modèn pou fè travay kraze brize Tonton yo te konn fè pou François Duvalier (Franswa Divalye). Men kijan ti bandi legal vin blayi nan tout peyi a. Pou ede l nan travay la, gwo Bandi Legal la te apiye sou bra dwat li, Laurent Salvador Lamothe (Loran Lamòt), ki te minis Afè etraniè anvan 1 te vin Premye Minis. Piske te gen youn anbago ofisyèl pou Ayiti pa achte zam Ozeta-Zini, Lamòt t al jouk nan peyi Izraèl pou l achte zam ak minisyon pou ti bandi 1 yo. Li ranje pou machandiz la pase pa Kanada pou vin ateri ann Ayiti. Okontrè, okòmansman, ti bandi yo te menm touche youn ti kòb chak mwa. Vwala, mezanmi, kijan kounnye a, tout ti bandi legal yo vin tounen bann gang ki blayi nan

Lè gwo Bandi Legal la t al chache Nèg Bannann nan pou mete l chofe fotèy boure a pou li jouk li tounen, chèf Bandi a te renmèt msye òganizasyon ti bandi yo. Nèg entelijan, pa sèlman nan kesyon bannann, ki pa t vrèman enterese l, otan ke konmès dwòg, Nèg Bannann nan bay tèt li pi gwo tit toujou : Se *Apredye*, pa gen tankou l. La tou, li vin bay gang yo plis enpòtans toujou. Li aksepte pou asosye l nan move zafè, ansyen polisye Jimmy Chérizier, ke nou konnen sou non

Barbecue (Babekyou) òganize *G-9 Anfanmi ak alye*, sou chapo « *Gang federe* », kòm òganizasyon byenfezans, « *à buts non lucratifs* », jan yo di an franse. Li anrejistre konsa nan Ministè Afè sosyal ak travay. Kivedi, se pou byen peyi a gang yo ap travay. Bagay ki pi bèl, Madan Ruth Helen Meagher La Lime, ki

Premye minis la, te voye kèk minis ale nan administrasyion l nan epi l te revoke sekretè alaprezidans lan, Lyonel Valbrun. Li mete mounn pa l, Josué Pierre-Louis, youn kadejakè, ke peyi Bèljik te refize aksepte kòm anbasadè, akòz eskandal kadejak ki te kwoke sou do l.

Men n ap mande poukisa te



Menm jan ak tout chèf PHTK yo, Aryèl Anri ap souse peyi a.

anchaj BINUH (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti) bat bravo pou jan prezidan de fakto Jovenel Moïse (Jovnèl Moyiz) te ranje pou « federasyon gang » nan te vin youn reyalite.

Menni, mezanmi, mwen ban nou tout detay sou kijan, jodi a ann Ayiti, gang arive vin gen plis pouvwa pase ni Lapolis ni swadizan Lame ki vin reòganize. Se paske se gang ki te benefisye de tout zam ki swa-dizan te kòmande pou Lapolis. Jodi a, se kòmsi Lapolis 2 men vid devan gang ki sèl chèf nan peyi a. Nou tout wè kijan Kòmandan Babekyou gen dwa pase lòd epi menm jou a lòd li akonpli. M ap pale de kijan msye te debloke kesyon gaz ak gazolin kc mounn pa t ka jwenn, paske gang te anpeche livrezon fèt. Epi nou pa ka bliye kijan msye te pran plas prezidan l, nan



Ruth Meagher La Lime

dat 17 oktòb ki sot pase a lè 1 t al depoze bouke flè pou Anperè Jak Premye (Jacques 1^{er}), nan Pon Wouj, nan Pòtoprens pou 215èm anivèsè ansasinay Papa nasyon an, Jan-Jak Desalin (Jean-Jacques Dessalines). Lè sa a, Premye minis defakto a, Ariel Henry, t oblije kouri ak tout mounn ki te akonpaye 1 yo, anba kout bal gang, sou direksyon Babekyou, ki te deja enstale nan Pon Wouj. Vwala, mezanmi, nan kisa nou pran.

Alò, pou montre gwo pòtray li, ke se li ki chèf toutbon, semèn pase anwo, nan dat 24 novanm, gen youn Sekretè alaprezidans depi yo te ansasinen prezidan defako a, Jovnèl Moyiz, nan dat 7 jiyè ki sot pase a? Epi se konsa nou pral jwenn repons lan nan enfòmasyon ki sot tonbe sou gagòt k ap kontinye fèt ak lajan peyi a. Selon sa Robenson Geffrard, jounalis Le Nouvelliste, te rapòte nan youn twit, nan dat 2 desanm, lajan pou prezidan la pirèd, menm si prezidan pa egziste ankò. Nan sa yo rele « budget rectificatif », sètadi youn repas nan bidjè a pou lane 2020-2021, sou Ariel Henry, men sa k mete apa pou laprezidans: 2 milya, 396 milyon 480 mil 406 goud (2 396 480 406 Gdes) pou laprezidans fonksyonnen. Pou mounn k ap mande sa an dola ameriken, se prèske 2 milyon edmi dola, egakteman \$2 432 975 030,00, baze sou echanj 98 goud 50 pou youn

Poukisa lajan sa a ? Se pou depans Prezidan Ariel Henry, anplis depans pou Premye minis Ariel Henry, nèspa? Di m si se pa menm sistèm peze-souse PHTK Tèt Kale mete anplas depi plis pase 10 zan yo fè dap piyan sou pouvwa a! Kidonk, Ariel Henry aji an bonjan eritye briganday ki tabli ann Ayiti a, ki lakòz plis pase 4 milyon, nan 12 milyon abitan peyi a, ap soufri grangou, tandiske li menm ak tout kòkòday li yo ap byen mennen. Nan menm sans lan tou, sanble gang k ap fè e defè nan peyi a pa di l anyen. Jiskaske yo ta rive sou li! Lè sa a, twò ta ka bare 1.

Se poutét sa, m ap repete, li lè li tan pou briganday Ayiti a sispann. Pèp la pa kapab ankò. Y ap rele *Anmweyyyy! Bondye graslamizèrikòd!* Antouka, sa m wè pou zòt, Antwán nan Gonmye pa wè l. M ale!

TiRenm/ Grenn Pwonmennen 8 desanm 2021



HAPPENINGS!

Continued from page 1

the fact that American citizens are being held hostage by gangs in that country, or is it a signal that Haiti is no longer a democracy, too corrupt and a violator of human rights on a grand scale?

As stated, the themes of the summit are the following: "Defending against authoritarianism, fighting corruption and promoting respect for human rights."

What message is the Biden administration sending to the de facto Haitian leadership when Haiti is lumped together with three other countries in the Western Hemisphere excluded from the summit: Cuba, Nicaragua and Venezuela?

One understands it in the case of Cuba, expelled long ago from the Organization of American States (OAS) for aligning itself with the Communist bloc. As for Venezuela, under the leadership of Nicolas Maduro, that country announced, in April 2017, that it was splitting from the OAS, even before it was ousted under pressure from the U.S. And in the case of Nicaragua, recently it removed itself from the hemispheric body, following criticism by the OAS and the European Union (EU) of the victory of Daniel Ortega in the November 7 election deemed "not free, fair or transparent."

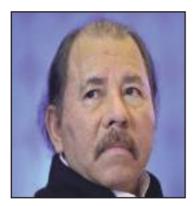
Attempts at reaching the State Department to ascertain the reasons for Haiti's exclusion from the summit have been fruitless. That only leads to conjectures about this OAS member supposedly in good standing.

Though the level of corruption and impunity is high in Haiti, the U.S. has not been unduly bothered by that. Witness the staunch support of the last three U.S. administrations to the Haitian leadership. Even though the country had become like a den of thieves, as gangs caused havoc in the country, with their kidnappings for ransom, the U.S. paid little attention. Until, on October 16, the fierce "400 Mawozo" gang crossed the forbidden line by kidnapping 17 missionaries, including 16 Americans and one Canadian.

All of a sudden, Haiti made the headlines all over America and the U.S. dispatched three FBI agents to Haiti, reinforcing them later with expert personnel in hostage situations. Now nearly two months since the missionaries were kidnapped, two were released after 37 days in captivity under unknown conditions. Last Sunday, December 5, three more were released, according to the Ohio-based Christian Aid Minis-

tries, their sponsor, which only thanks the Lord for their release, providing no other detail, not even their names. That leaves 12 still in captivity somewhere in Haiti, a U.S. ally, awaiting their liberation in exchange of \$17 million, one million for each hostage, including the five minors, an 8-month-old among them.

Unbelievably, President Biden who, reportedly, is briefed daily on the situation of the hostages, has been stymied in his undertakings to free his citizens in a country where the U.S. has a major diplomatic post. Top diplomat Kenneth Merten, until recently Director at the State Department, was recently named Chargé d'Affaires in the country where he was ambassador from



Daniel Ortega

2009 to 2012 when the gangs began to be organized, in 2011, by Michel/Michael Joseph Martelly, the self-styled "Legal Bandit" whose presidency he engineered in 2011.

The situation in Haiti is the more baffling because the country has been under UN supervision since 2004, with a massive deployment of troops then under the cover of the United Nations Mission for the Stabilization of Haiti (MINUSTHA). In 2017, the baton was passed to the UN Mission for Justice in Haiti (MINUJUSTH) which, later that year, turned over the mission to the Integrated Bureau of the United Nations in Haiti (French acronym BINUH), currently in the country.

And the gangs flourished until they were "federated" under the leadership of Jimmy Chérizier, aka Barbecue, whose flagship gang "G-9 Family and Allies" is registered as a non-profit at Haiti's Ministry of Social Affairs and Labor. That was facilitated by the late President Jovenel Moïse, who was applauded by Ruth Helen Meagher La Lime, head of the BINUH.

Haiti, a hemispheric problem calling for urgent solution

As is noted, Haiti has disappeared from the headlines, following the assassination, last July 7, of Jovenel Moïse, the president, a devastating 7.2 earthquake on August 14, that killed over 2,000 in the country's Greater South region, plus a hurricane three days later which drenched the thousands made homeless by the



Sabine Philippe

seism.

However, the international headache that the country has become, won't go away that easily. It is a glaring reality since the crushing 2010 earthquake when thousands of Haitians began seeking refuge in countries of South America and even reached the U.S. southern border last September. There's no way forgetting what we would call the tragedy of Del Rio, Texas, when

horse-mounted U.S. border patrol humiliated the would-be refugees, the images reminding one of slavery days.

Though off the headlines, Haiti is getting attention from certain organizations. A major think tank in Washington, the Brookings institution, published an enlightening analysis December 2nd, by Charles T. Call that caught our attention. Under the title "Order from Chaos: Haiti needs a new improved UN mission," the author paints a dire tableau of the country, the leadership of which is "impotent in the face of over 90 gangs that compete for resources and territory." Already they control "60% the country's territory and abetting drug trafficking.'

Not unlike what we've been calling for, as we preached in the desert, the author considers security the most important commodity at this time. "The immediate priority," he states, "is restoring security to the country and providing a foundation for stable governance with reduced corruption."

Eschewing military intervention by the United States, something President Biden rejected early on when solicited by Claude Joseph, who had initially assumed the leadership of Haiti

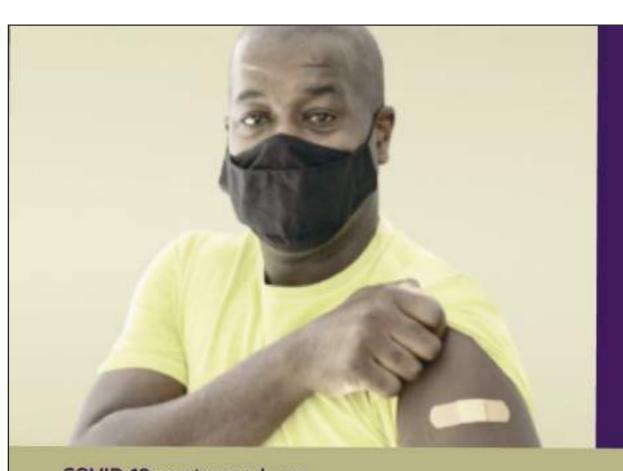
soon after the Moïse assassination, Mr. Call offers his plan to restore security in Haiti: "The most sensible path forward for international actors is to authorize an expanded UN operation to include a small military component but modify it to overcome past limitations." He explains that this was tried successfully with the Brazilian unit of the MINUSTHA that worked with the civilian population following the 2004 intervention when a gang problem, though less extensive, existed in Haiti.

Very realistic, though, Charles Call also admits that the UN missions didn't leave behind a 'sustainable system of justice and security." Witness the current situation in Haiti that he describes so well in the first paragraphs of his analysis.

Therefore, he calls for a commission for Haiti similar to the "International Commission against Impunity in Guatemala," known by its Spanish acronym CIGIC, that proved so effective both in Guatemala and in Honduras. Major vetting of judges, prosecutors, police officers should be in order. In effect, an all-out campaign against corruption and impunity should be launched, in accord with civil Continued on page 14







Move moman pou lagrip. Bon moman pou vaksen kont lagrip.

COVID-19 montre nou ke nou tout bezwen pwoteksyon. Yon vaksen kont lagrip ede pwoteje ou ak fanmi ou.

Sitou:

Timoun ki gen mwens pase 5 an Si ou gen plis pase 65 an Si ou ansent oswa petèt ansent Si ou gen lôt pwoblèm medikal

Pou plis enfòmasyon ak pou jwenn yon kote pou pran vaksen kont lagrip ou a, ale sou nyc.gov/flu oswa rele 311.



The HDPAC: New strategies for political action

ion must have a well-endowed fund to help finance election campaigns of candidates committed to promoting the objectives of their communities. .

In order to ensure the success of the organization, the organizational foundations are put in place from its birth, providing for the different functions aimed at its articulation in various fields. This is reflected in the HDPAC's organizational chart, which includes the Board of Directors, the Administrative Framework, the Administrative Committee, the Advisory Council and the Standing Committees. The latter are categorized as follows: Policy Steering Committee, Finance Committee, Governance Committee, Ambassadors PAC, Fundraising Committee, Public Relations Committee and International Affairs Committee.

The selection of individuals to serve on the HDPAC speaks volume about what its organizers are striving for. The Executive Council is composed of Dr. Georges J. Casimir, psychiatrist, president and chair, and Maybelle Jadotte, vice president (who is under 30), Renée Ballantyne and Emmanuel Roy, secretary.

The administrative advisors are David Alexis, Nasser Gamal, Frankie Louis, Jean Vernet, Valerio Saint-Louis, Emmanuel Coffy, Georges J. Casimir, Emmanuel Roy, Dominique Jean, Maybelle Jadotte, Renée Ballantyne, Donald Lively and Jude Chadi Gene.

Professionals of various skills, having great political and social influence are called upon to form the different committees of the HD-PAC, with the idea of increasing the organization's scope of action. This is the case, for example, with the Advisory Committee, which includes former Dominican President Leonel Fernandez, retired U.S. General Russell L. Honoré, Chancellor John Pierre, former Florida Senator Daphne Campbell, Raja Gupta, former CEO of Mc-Keon and Company, Anna Marie Reynaud, CEO of GPSI, George May Figaro, Esq, Dr. Jacques Bingue, Dr. Dinka Talla, Dr. Karl Latortue, Willie Gary, Esq, Daphne Leblanc, Esq, Patrick Yacht, and Dr. Bob Rousseau.

HDPAC President, Dr. Georges J. Casimir, a defector from the Haitian Medical Association Abroad (AMHE), joined HDPAC with a dream of a strong DPAC that he had not been able to set up within the AMHE. Dr. Casimir reveals that he always had believed that it was necessary to provide the Haitian Medical Association with adequate financial means to successfully carry out concrete policy initiatives for the benefit of the Haitian community. However, he says, this ambition could not be realized

because the president of the AM-HE argued against that strategy, considering it inappropriate.

Although he had joined the HDPAC, Dr. Casimir, who has a remarkable experience in the medical world, was reluctant to agree to Emmanuel Roy's request to become its president. But with strong arguments, Roy finally convinced him and he changed his mind. In this regard, Roy revealed that on the day Dr. Casimir accepted the proposal to become the HDPAC chair, the discussions lasted several hours, "going on until 2 a.m."

Another person in HDPAC who is attracting attention is Maybelle Jadotte, vice president of the organization. The youngest member of the executive, unlike the president (Dr. Casimir), she was born in the United States. Yet, she is deeply attached to Haitian culture and was naturally drawn to HDPAC. And Mr. Roy is pleased to have discovered her.

A born leader, Ms. Jadotte declares herself a black woman first, before being Black American or Haitian. While looking forward to taking on a leadership role, she says she is always willing to serve. Aware also of the bad press Haiti has received, especially the negative and disconcerting stories about the country, such as the recent episodes of Haitian refugees who have gathered on the U.S.-Mexico

border, entering Texas, before being deported by the thousands to Haiti, all that has not diminished her Haitian pride one iota. For she is inspired by Haiti's rich history that has served as inspiration to many people. She is happy to make a great contribution to her parents' homeland through the activities of HDPAC.

When asked about his involvement in HDPAC, lawyer Emmanuel Coffy who, in the past, had invested his time and skills in other Haitian organizations in the diaspora, did not hide his enthusiasm to participate in this organization. To the question of knowing "what are you looking for in this galley", given the turpitudes which characterize Haiti, under the leadership of incompetent and corrupt leaders, and the feeling of "Haiti fatigue" inhabiting many, Coffy, the astute lawyer, answers point-blank: "I have no choice!" This short sentence conveys the solid commitment that Haiti needs at a time when its leaders are behaving like super delinquents. After all these years of open collaboration with groups working for the sustainable development of Haiti, Emmanuel Coffy has not lost one single ounce of his commitment to his native country.

While HDPAC has the largest number of Haitian-Americans born outside of Haiti, it also boasts the largest number of non-Haitians. In this category Donald Lively stands out. He serves on the Board of Directors and on the International Affairs Committee.

Mr. Lively became affiliated with HDPAC through the initiative of Emmanuel Roy, whom he taught at the law school he founded, Florida Coastal School of Law, in the 1970s. Currently involved in the establishment of academic institutions in Haiti, in collaboration with some Haitian citizens, he has made several trips there and has many friends and Haitian collaborators. Thus, he did not hesitate a bit when he was invited to join the organization. Especially, he said, since the call came from one of his "brilliant students."

Under the leadership of Emmanuel Roy having assembled a multidisciplinary, multi-ethnic team from diverse backgrounds, with sterling reputations, he has the potential to change the game, as far as Haiti is concerned. In the views of the leaders of this structure, everything will be implemented to make the integration of the Haitian communities in their adopted countries a reality, as well as the economic, political and social development of the motherland, through its expatriate sons and daughters.

L.J.

DANS LE CADRE DE LA « CAMPAGNE JUSTICE POUR JOVENEL MOÏSE »

Claude Joseph convoqué par le juge instructeur Quelle squelette gît dans le placard del'ex-chancelier ?

Suite de la page 1

gouvernement, près le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, soulève des questions relatives à des rumeurs, qui tournaient autour de ces trois personnalités selon lesquelles elles étaient également impliquées dans le complot ayant abouti, le 7 janvier, très tôt, dans la matinée, à l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, en sa résidence privée à Pèlerin, dans les hauteurs de Pétion-Ville. Mais il est possible aussi que M. Joseph soit mis sur la sellette par le magistrat pour d'autres activités peu connues du public susceptibles de le lier au crime.

En tant que pilote de la «Campagne Justice pour Jouvenel Moïse », Claude Joseph faisait arrêter les gens tribord et
bâbord, secondé dans cette initiative par Laurent Salvador Lamothe, qui avait gagné beaucoup de
poils de la bête, en termes d'influence auprès de Jouvenel Moïse. Aussi l'arrestation de Samir
Handal, qui a été blanchi par le
Bureau fédéral d'investigation
(FBI) l'ayant longuement inter-

rogé sur l'assassinat du président de facto haïtien, avait-elle été suggéré par l'ancien Premier ministre de Michel Martelly,



Michel Martelly, désormais le chef incontesté du PHTK.

dont le rapport de ces deux derniers ne sont pas au beau fixe, en raison des rivalités qui se sont développées entre eux pour la conquête du pouvoir (la présidence).

En tout cas, les rumeurs qui avaient été initialement lancées trempant Claude Joseph dans l'assassinat crapuleux de M. Moïse ont été habilement supprimées des *chats* qui faisaient le

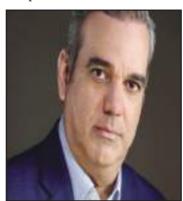
tour des réseaux sociaux, dans le cadre d'une campagne financée, dit-on, dans les milieux PHT-Kistes autorisés, par le même Laurent Lamothe.

Le Dr Joseph s'est ainsi retrouvé en position de repousser les rumeurs qui l'accablaient, consacrant le plus clair de son temps à orienter l'enquête sur d'autres personnes. Cela pourrait expliquer une déclaration faite par le Premier ministre de facto, Ariel Henry, selon laquelle toutes les personnes arrêtées en liaison avec l'assassinat pourrait ne rien avoir avec le crime.

Mais nombre de gens reconnaissent que celui-ci a réalisé un « coup de maître », tel que certains caractérisent le dernier replâtrage du Cabinet ministériel, dont sont laissés tomber des jovenelistes et PHTKistes, mais surtout Claude Joseph, au grand dam des héritiers politiques de Moïse. Car ces derniers craignaient qu'avec l'avènement d'un successeur de celui-là, à la Chancellerie, la machine de propagande en faveur de la « Campagne justice pour Jovenel Moïse » allait se ralentir, voire même

s'arrêter net.

Donc, avec le Dr Joseph en panne de chef, la campagne justice pour Jovenel Moïse est deve-



Luis Abinader, les grands moyens pour rappeler les bandits à l'ordre.

nue orpheline. Les premières décisions déterminant la convocation de MM. Claude et Charles, deux anciens hautes autorités accusées d'avoir trempé dans le crime, font croire que l'enquête mise en train va prendre une nouvelle direction.

Des secrets de Jovenel Moïse livrés par Claude Moïse ?

La manière dont a été perpétré

l'assassinat de Jovenel Moïse, analysée à travers le prisme d'espionnage politique évoquant le principe « *Rat kay k ap manje kay* », autorise à croire que des hommes « *totalement dévoués à la cause* » mouchardaient au détriment du président de facto défunt. Ceux qui braquent l'index accusateur sur l'ex-ministre des Affaires étrangères croient avoir de bonnes raisons d'accréditer cette théorie.

Certes, certains soutiennent que ce dernier mangeait à deux ateliers. Car des gens qui évoluaient dans l'orbite d l'homme banane font croire qu'alors que Claude Joseph jouissait le rôle d'intimité auprès de son patron, il faisait des mamours aux Américains, leur adressant, notamment, des « rapports intimes » sur des initiatives diplomatiques de Moïse, notamment, ses cajoleries avec les russes, par le truchement du président turc, Recep Tayyip Erdogan, avec qui il avait lié « amitié », au moment où les relations n'étaient pas au beau fixe avec l'administration Biden.

Suite en page 15



ÉDITORIAL



Jovenel Moïse vit en la personne de Claude Joseph

e plus grand exploit du Premier ministre de facto se résume dans le replâtrage de son gouvernement ayant accouché de l'action la plus spectaculaire de sa carrière politique : exposer la continuité du jovenelisme en la personne de Claude Joseph. Faisant la déclaration de son passage à l'opposition, lors de sa vidéo fortement médiatisée sur les réseaux sociaux, celui-ci se déclare dépositaire de l'héritage politique de l'homme de la banane (Nèg Bannann nan), s'évertuant à présenter ses mille et une bavures, au sein du pouvoir PHTKiste comme des prouesses dignes de servir comme plateforme politique, en vue de la conquête du pouvoir.

À Haïti-Observateur, nous avons des problèmes avec le Dr Ariel Henry propulsé à la tête du pays, dans les conditions que l'on sait. Mais les tendances et ambitions exprimées par M. Joseph, récemment chassé du Cabinet ministériel, par celui-là, nous interpellent. Trêve donc, quant à l'actuel occupant de la primature pour nous pencher sur le cas du dernier chancelier haïtien détrôné.

En effet, après s'être révélé, par ses actes, actions et paroles, digne héritier de Jovenel Moïse, déclarant, une fois hors du pouvoir, vouloir y retourner, dans l'unique but d'assurer la pérennité du PHTK, version Nèg Bannann nan, c'est-à-dire du pareil au même, par rapport à la présente situation forgée progressivement, au cours des dix dernières années, d'abord, avec Michel Joseph Martelly, suivi de Jovenel Moïse. Alors que, d'une manière générale, les filles et fils d'Haïti, qu'ils soient nés au pays ou en terre étrangère, s'inscrivent aux démarches et politiques visant le développement politique, économique et sociale de notre chère Haïti, Claude Joseph se réclame de ceux qui pillent le pays, massacrent et appauvrissent ses populations, en sus de détruire ses institutions. Tandis que ceux qui ont fidèlement collaboré à la destruction d'Haïti, à tous les niveaux, avec Jovenel Moïse sombrent dans le silence, à la fin de leur tour de service, l'ex-chancelier lui-même entend signifier sa volonté de suivre, à la lettre, le programme de destruction entamé par son patron. Dans ce cas, il souscrit à l'œuvre de pillage systématique du pays, de détournement de ses ressources et d'enrichissement illicite que Moïse a institutionnalisée.

Partie prenante du programme de destruction d'Haïti et de l'institutionnalisation de l'insécurité, élaboré par Jovenel Moïse, ayant fait des millionnaires de ses collaborateurs, aux dépends de la République, Claude Joseph s'engage à marcher sur les brisées de ce dernier. Se faisant chef d'une opposition différente, « faite sur mesure », il lance le cri de ralliement à tous les barons jovenelistes et PHT-Kistes de mêmes tendances que lui, pour que, ensemble, ils puissent continuer la lutte pour le maintien du statu quo, signifiant la continuation de l'enrichissement illicite, de crimes d'État et du partenariat pouvoir-bandits armés. Gare aux naïfs qui tombent dans le panneau par rapport au message de l'imposteur Dr Joseph voulant se faire passer pour un nationaliste en quête du pouvoir, au plus haut niveau. Après avoir observé ce dernier évoluer au sein du régime PHTKiste, en tant que fantassin fidèle, dans l'armée de Jovenel Moïse, seuls des électeurs masochistes songeraient à lui ouvrir la porte du Palais national.

En effet, Claude Joseph a été solidaire des actes criminels posés par Jovenel Moïse et les décisions scélérates qu'il a prises le temps qu'il a passé, d'abord comme diplomate, puis comme ministre et Premier ministre, à titre temporaire, se faisant le parfait collaborateur et participant à tous les crimes, financiers et de sang, perpétrés par le président de facto défunt. Dans cet ordre d'idées, il est partie prenante des détournements de fonds publics et des vols de biens de l'État orchestrés sous l'égide de Jovenel Moïse (contrats passés illégalement, dilapidations de ressources de l'État). Aussi bien que les assassinats, comme celui du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval; ou des massacres perpétrés dans les bidonvilles de la capitale, notamment ceux de La Saline, du Bel-Air, de Cité Soleil et de Carrefour-Feuilles.

Témoin privilégié de toutes ces actions délétères et des crimes odieux imputés à son patron défunt, Claude Joseph n'a jamais levé le petit doigt pour dénoncer de tels faits, voire exprimer son désaccord ou se désolidariser ouvertement de cette équipe de malfaiteurs au pouvoir. Encore qu'il se sentait bien dans sa peau, au sein de ce gouvernement, voilà qu'à la mort de Moïse, il se croit autorisé à réclamer sa succession. De ce fait, il s'érige en « demandeur de justice pour Jovenel Moïse », considérant sans aucune valeur les citoyens qui ont été assassinés par ce dernier.

Par ses prises de positions, exprimées sans inhibition, Claude Joseph ne laisse aucun doute par rapport à son projet de société, dans le cadre d'une éventuelle poursuite de la présidence d'Haïti. D'aucuns iraient jusqu'à juger chimérique une telle ambition, arguant

des Affaires étrangères, surtout sa politique hostile, délibérément orchestrée contre la République dominicaine, voisine limitrophe d'Haïti et notre partenaire commercial numéro un. Car, bien que détenteur d'un doctorat, il n'a pas su saisir ce principe élémentaire en diplomatie mettant en garde contre toute tendance à éveiller l'hostilité d'un pays voisin. On se demande ce que deviendrait les relations entre les deux pays si Joseph dirigeait encore la diplomatie haïtienne.

Entre Claude Joseph et Martine Moïse, les deux jovenelistes à afficher leurs ambitions présidentielles, on ne sait, au juste, qui sera le porte-étendard des héritiers politiques du président de facto défunt. Rien ne dit, qu'au bout du compte, la veuve de celui-ci ne va pas abandonner la course au profit de celui qui se croit plus apte à faire avancer la cause de la mafia PHTKiste-

sa piètre performance, au ministère joveneliste. On se souvient d'heureuse mémoire, l'affection témoignée par Martine à Claude Joseph, à sa descente d'avion en juillet, lors de son retour au pays après des soins en Floride pour ses blessures à l'occasion de l'assassinat de son mari. En ce sens, Jovenel Moïse continuera son programme destructeur, en la personne du Dr Joseph.

> Celui-ci éjecté du gouvernement, les jovenelistes perdent la première manche de la lutte pour le pouvoir, au profit de Joseph Michel Martelly, le « Bandit Légal », guerroyant par personne interposée, Ariel Henry recevant ses mots d'ordre de lui. Le peuple haïtien ne doit pas baisser la garde, face à ces protagonistes. Car Jovenel Moïse vit en la personne de Claude Joseph, tandis que l'ex-président chanteur du compas manipule le Premier ministre de facto.



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haitl

Halfi-Observateur 98, Avenue John Brown, Serne étage Part du parrice, Haiti Tél: (507): 223-0782 ou (509) 223-0785

CANADA

Halfi-Observateur Gerard Louis Jucques 514/321/6434 12 Holfi OR Canada 12213 Joseph Cassayuni Mothesof HOMERCA

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service special est assure à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jissan Claude Vallarun L3 K Avenue Foldherbe, 81 Rt April: 44 93310 Le Pré ST. Gervals France. Tel: (93-1) 43-63-28-10.

ETAT-UNIS

I one classes ## 48.001 \$ 05, pour skip51 mols 90.00 \$ US, pour un (1) ani

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois ___1005,00 FT, pour un (1) un

CARAIBE ET AMÉRIQUE LATINE

Têre classer \$73,00 US; pour six (6) mois \$150.00 US, pour un [1] on.

EUROPE

__ 73 EUROS, pour aix (â) mois 125 EdROS, pour un [1] an Par cheque ou mandat postal en traines traineals

101, 100 13, 40 00 20 10	**************************************	
Name/Nom		
Company/Compagnie		
Address/Adiresse	V90211 - 4000 - 810	
City/ville	Slale/Èlal	
Zip Code/Code Régional	Country/Pays	

lianes les cabioninesmients écont proyectales d'aviances par chégaire au microdat bianciaire.



EDITORIAL.

Jovenel Moïse lives through Claude Joseph

facto Prime Minister can be summed up in the replastering of his government, which gave birth to the most spectacular action of his political career: exposing the continuity of jovenelism through Claude Joseph. During his declaration in a video highly popularized on the social networks, he asserts that he is the depository of the political heritage of "the Banana Man." Thus, he strives to present the many blunders of his fallen hero of the PHTK, Bald-Headed, power, as feats worthy of serving as a political platform, while he undertakes to seize power himself.

At Haiti-Observateur, we have problems with Dr. Ariel Henry, who was propelled to the leadership of the country, under the conditions we all know. However, we feel challenged to dwell on Mr. Joseph, recently chased out of the cabinet, and whose tendencies and unbridled ambitions make him the man of the hour. So, we'll take a break from the current head of government to look at the case of the last dethroned Haitian chancellor.

Now that he's lost any power he may have had, Claude Joseph wants to get more of it back. In that light, through words and actions, he's showing himself as the worthy heir of Jovenel Moïse, determined, as he is, to ensure the perpetuity of the Banana Man's version of the PHTK. As if the current situation, progressively created in the last decade is such a lofty accomplishment. First, under Michel Joseph Martelly, then under Jovenel Moïse.

While Haiti's sons and daughters, whether born in the country or abroad, are involved in actions and working on policies aimed at the political, economic and social development of our beloved Haiti, Claude Joseph claims the leadership of those who are plundering the country, massacring and impoverishing its people, in addition to destroying the country's institutions. Oddly, almost all those who faithfully collaborated with Jovenel Moïse at all levels in the destruction of Haiti have sunk into silence at the end of their tour of duty. Not so with the former chancellor, who boldly declares his willingness to follow, to the letter, the program of destruction begun by his fallen boss. Shamelessly, he subscribes to the job in progress, that is the systematic plunder of the country, misappropriation of its resources and illicit enrichment, all institutionalized by the late Moïse.

Claude Joseph has committed himself to continue his participation, at a higher level yet, in the program of destroying Haiti through institutionaliz-

he greatest feat of the de ing insecurity, as was elaborated by Jovenel Moïse who, in the process, created a new crop of millionaires, at the expense of the Republic. As the leader of a tailor-made opposition, he has launched a rallying cry to all the Jovenelist and the PHTK bigwigs who spouse tendencies similar to his to get together to continue the struggle for the maintenance of the status quo. Boldly, they intend to continue with the illicit enrichment and other state crimes, even partnering with armed bandits to hang to power. We warn the naïve who fall for the message of Dr. Joseph, the impostor in the cloak of a nationalist seeking power at the highest level. Having observed his evolution within the PHTK regime, becoming a faithful foot soldier in the army of Jovenel Moïse, only masochistic voters would entertain the idea of opening the door of the National Palace to him.

Indeed, Claude Joseph has shown himself to be in full solidarity with the criminal acts committed by Jovenel Moïse and the villainous decisions he took during his time. First as a diplomat, then as a Minister, then as interim Prime Minister, he was a perfect collaborator and participant in all the crimes, both of financial and of bloody nature, perpetrated by the late de facto president. Think about the embezzlement of public funds and the theft of state property orchestrated under the aegis of Jovenel Moïse. How can one forget the illegally awarded contracts and the squandering of the resources of the state. What of the spectacular assassinations, such as that of the President of the Port-au-Prince Bar Association, Monferrier Dorval! And the massacres perpetrated in the shantytowns of Port-au-Prince, notably those of La Saline, Bel-Air, Cité Soleil and Carrefour-Feuilles!

While witnessing all these deleterious actions and heinous crimes attributed to his deceased boss, Claude Joseph never lifted a finger to denounce them. Neither did he express disagreement, nor did he openly disassociate himself from the team of criminals in power. He's felt so comfortable within this government, that now, on Moïse's passing, he considers himself fully authorized to claim succession. In the process, he sets himself up as the top "claimant of justice for Jovenel Moïse," while considering of no value the life of all the citizens who were assassinated by his boss.

Through his positions, expressed freely, Claude Joseph leaves no doubt about his social project, in the context of a possible continuation of Haiti's presidency. Some go as far as judging his ambition a chimerical trip, arguing that his poor performance at the

him. They point especially to the hostile policy he deliberately orchestrated against the Dominican Republic, Haiti's next-door neighbor and our number one trading partner. Although he holds a PhD, he failed to grasp the elementary principle in diplomacy that warns against any tendency to arouse the hostility of a neighboring country. One wonders what would happen to relations between the two countries sharing the one island, if Claude Joseph were still in charge of Haitian diplomacy

Between him and Martine Moïse, the two jovenelists to display their presidential ambitions, it is unclear who will end being the standard-bearer for the political heirs of the deceased de facto president. As things develop, there's the possibility that the president's widow could abandon the race in favor of one who believes he's more capable of advancing the cause of the

Ministry of Foreign Affairs discredit PHTK-Jovenelist mafia. There's no forgetting the warmness displayed by Martine Moïse toward Claude Joseph on arriving in Haiti, last July, from Florida where she had gone for treatment for wounds suffered during the assassination of her husband! In that sense, Jovenel Moïse will continue his destructive program through Dr. Joseph.

> With the doctor ejected from the government, the Jovenelists lose the first round in the struggle for power, to the benefit of Michel Joseph Martelly, who is leading the fight behind the scene, with Ariel Henry receiving his orders from the "Legal Bandit." The Haitian people must not let their guard down, while facing these protagonists. For Jovenel Moïse lives through Claude Joseph, while the former vaudeville Compas singer and former president is manipulating the de facto Prime Minis-



Haïti-**Observateur** P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM **BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

Haiti

Halfi-Closervateur 98, Avenue John Brown, Serne étage Part du prince, Haiti Tél. (50%) 223-0782 ou (509) 223-0785

CANADA

Haift-Observateur Gerard Louis Jucques 514/321 6434 12 Holf Of Conada 12213 Joseph Cassavanii Michigot HOMESCA

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service special est assure à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser às Jaseani Cilcoudes Wedenum 13 K Avedue Boldherbe, 8t Rt Aprt. 44 93310 Le Pre ST. Gervais Fiance Tel. (33-1) 43-53-28-10

ETAT-UNIS

If one classes 48.00.\$ 05, pour six [6] mols. 90.00 \$ US, pour un (1) ani

AFRIQUE ET ASIE

__ 553,00 FF, pour six (6) mois 1005,00 ff, pour un (1) un

CARAIBE ET AMÉRIQUE LATINE

Têre classe: \$73,00 US; pour six (6) mois == \$160.00 US, pour un [1] an

EUROPE

State/Etal

73 EUROS, pour six (&) mois -- 125 DBROS, pour un (1) an Parchigue ou mandat postal on francis transcals.

Name/Nom:

Company/Compagnie

Action 289/Actions 2012

City/ville:

Zip Code/Code Régional _____Country/Pays _

lous les abonnements sont payables d'avance par chéque ou mandat bancaire



NOUVELLES BRĒVES

HAÏTI PREMIÈRE CLASSE SIX ANS APRÈS SON RETOUR Anniversaire fêté grandiosement Chez Mireille

Samedi dernier, 4 décembre, le rendez-vous était chez Mireille, ce restaurant haïtien de Westbury, Long Island, N.Y., qui se passe de présentation. C'est qu'Haïti Première Classe, l'émission télévisée du dimanche matin, à New York, desservant trois états (New York, New Jersey et Connecticut) fêtait son « Sixième anniversaire de retour ». Affrontant les défis imposés par la COVID-19, dont la dernière variante, Omicron, cause tant de soucis, quelque 200 partisans et amis du Dr Théodore Fayette et de son équipe ont fait le déplacement afin d'être en leur compagnie, à l'occasion de ce jour mémorable.

Ce fut une soirée musicale, du début jusqu'à la fin, la danse de professionnels ainsi que de couples qui se sont bien détendus, mais aussi d'intervenants qui ont traité les sujets à l'ordre du jour, notamment la crise qui déchire le pays. Un salut à l'artiste John Steeve Brunache, invité spécial, venu d'Haïti pour animer la soirée. Aussi avec la participation de « UNIK Band », vraiment unique en son genre. À leur tour, les danseuses de « Peniel Dance Company » ont mis à l'honneur la culture haïtienne, se déhanchant au rythme des maîtres tambouri-

Mais, outre la partie culturelle, il y a eu aussi des présentations de certaines personnalités de la communauté qui ont tous mis l'accent sur la situation du pays. Parmi elles, se signalera Jacques Jiha, officier responsable des finances de la ville de New York, chargé du budget de la cité, et le pasteur Dr. Jean Fils-Aimé, de Montréal, Canada, auteur aussi qui a signé des copies de ses livres. Jumaane William, le « City Advocate », équivalent du « Défenseur du Citoyen » de la ville, a salué Haïti Première Classe et la communauté haïtienne, annonçant aussi qu'il se porte candidat au poste de gouverneur de New York, l'année prochaine et qu'il compte sur le vote haïtien.

Puis, ce fut le moment tant attendu par les invités, les personnes qui devaient être honorées. Le Dr. Théodore Fayette, assisté de Guerline Soma, la propriétaire de Legacy Pharmacy, à Elizabeth, N.J., passa à phase de distribution des « Awards » aux personnalités suivantes : Franck Ciné, Dr. Jean-Fils-Aimé, Ambassadeur Ray Joseph, Herzen Clergé et Renold Julien. Mme Ertha Pascal Trouillot, la première femme présidente d'Haïti (mars 1990-7 février 1991), qui avait organisé les premières élections démocra-

tiques post-Duvalier, n'a pas pu nous rejoindre pour accepter sa plaque. Mais elle nous a fait entendre sa voix, Et nous vous présentons son message ci-dessous:

Chers membres organisateurs, chers visiteurs et invités, chers compatriotes, chers amis!

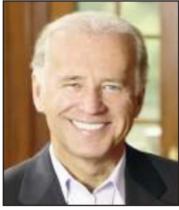
Je salue sincèrement le PDG, Président Directeur Général, cette grande et intéressante station de télévision « Haïti Première Classe », Monsieur Fayette Théodore, pour cette invitation, combien heureuse, qui chaque dimanche, à l'heure dite, réveille les consciences endormies, renseigne, propage des éléments de culture, d'informations de première main, permettant à chacun d'être à jour, sur le déroulement effectif des choses haitiennes et d'ailleurs, C'est une page devenue incontestable dans notre éveil hebdomadaire. Soyez-en remercié, cher Directeur!

J'étends également mes chaudes salutations, mes remerciements empressés, au Comité organisateur, qui a décidé de fêter le « retour en ondes » de « Haïti Première Classe » au soir du 4 décembre 2021, et, du même coup d'honorer des dignitaires de gent discipline de notre tissu social parmi ceux et celles qui ont largement contribué à l'évolution du pays et y ont laissé des empreintes pérennes de sagesse, de noblesse, de dignité et d'honneur.

Je demeure particulièrement sensible du choix de mon humble personne, en ce jour mémorable où Haïti Première Classe me décerne un legs d'honneur, un Award, croyez-le, cela me va droit au cœur. J'ai donc prié mon cher cousin Franck Ciné d'accepter de recueillir, en mon nom, cette plaque, dont une de semblable lui est aussi offerte en la circonstance.

Chers amis, je m'en veux d'être physiquement lui de vous en cet instant sublime, paralysée par des obligations d'ordre familial indépendantes de ma volonté. Mais soyez assurés que mon cœur autant que ma pensée demeurent à ce rendez-vous de la solidarité, de la sincérité, de la confraternité, de l'élégance et de la spiritualité. J'applaudis à cette heureuse initiative tendant au rapprochement de la grande famille haïtienne unifiée dans un élan de mutuelle compréhension, de franche convivialité qui nous exhorte tous à resserrer les rangs, à nous solidariser dans l'efficacité, pour plus de partage et plus d'amour dans une société aujourd'hui meurtrie, déchirée par des violences intestines, des discordes et de fortes tensions nationales.

Si le chemin est parsemé d'épines, sachez qu'il renferme



Le président Joe Biden, quelques années plus tôt.

des roses à cueillir.

Salutations et félicitations à vous tous, organisateurs de cette soirée de gala de « Haïti Première Classe » désormais rangée dans la conciliation de l'esprit et du cœur.

Bravo à tous les bénéficiaires,



Le présdent russe Vladimir Putin, quelques années plus t^t.

les nominés de l'heure qui ont pu, dans la contemplation et la joie de jouir du couronnement de leur B A, leur Bonnes Actions.

Merci encore aux artisans impayables de cette programmation qui fera date dans la presse, dans l'histoire. Excelsior!



Mme Ertha Pascal Trouillot

Bonne soirée à vous tous. Que Dieu vous bénisse. Merci.

*Une conversation téléphonique

entre Joe Biden et Vladimir Putin autour de la menace russe contre l'Ukraine

Hier, mardi, 7 décembre, le président américain Joseph « Joe » Biden a initié l'appel pour rejoindre son homologue russe avec qui il s'est entretenu durant environ deux heures, selon la Maison-Blanche. Le sujet faisait couler beaucoup d'encre, comme on dit, depuis tantôt une semaine. Il s'agit de milliers de troupes russes cantonnés à quelques mètres de la frontière entre la Russie et l'Ukraine, un pays qui ne saurait se mesurer à son voisin, le géant ours de l'Asie.

Depuis des jours, on disait en public que cela pourrait tourner au vinaigre entre les Ētats-Unis et la Russie, si celle-ci devait envahir l'Ukraine. Après deux heures de conversation, toujours selon la Maison-Blanche, le président Biden a adressé le message directement au président Poutine : Si l'Ukraine est envahie, les Ētats-Unis, de concert avec ses alliés européens, déclencheront des mesures économiques contraignantes et autres contre la Russie.

À l'ère des armes nucléaires, on ne s'attend pas à la troisième guerre mondiale. Mais si Poutine devait faire marche arrière, en déclarant la démobilisation de ses troupes, suite à la conversation avec son homologue américain, il paraîtra affaibli. Selon toute vraisemblance, le dirigeant russe a besoin d'un moyen pour sauver la face.

*Quoi dire d'Omicron qui a jeté la panique depuis deux semaines ? En effet, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, avait raison quand, le dimanche 28 novembre, il s'était adressé à la nation — et au monde entier par ricochet — au sujet de la nouvelle variante du coronavirus que les scientistes sud-africains avaient découvert

Il était offusqué de constater la réaction de certains pays, dont les Etats-Unis, qui avaient décrété la quarantaine contre son pays et 7 autres États du Cône sud de l'Afrique. Car, selon lui, la nouvel-le variété du virus avait déjà laissé l'Afrique et se trouvait en Europe, citant certains pays. Elles se répandra assurément, devait-il ajouter. Alors, pourquoi indexer son pays et les nations sœurs environnantes, portant atteinte à leur économie ?

En effet, la semaine dernière, au moins cinq cas ont été répertoriés, y compris dans l'état de New York. Hier, mardi 7 décembre, vingt des 50 états de l'Union ont annoncé qu'Omicron avait atterri chez eux. Et l'on dit que la nouvelle variante est de loin plus infectieuse.

À la fois, une nouvelle rassurante. Selon le Dr. Anthony Fauci, expert en maladies infectieuses et conseiller spécial du président sur la pandémie du siècle, se basant sur les premiers cas de personnes contaminées à l'Omicron, les effets négatifs sont moindres que ceux de la variante Delta, qui continue à faire des ravages. Il faudra, toutefois, attendre encore deux ou trois semaines d'observation pour se fixer sur cette nouvelle version de la pandémie. On notera aussi qu'un officiel de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a fait une déclaration pareille à celle du Dr. Fauci.

Mais, la pandémie ne chôme pas. Ainsi, l'inoculation est généralement recommandée et il est suggéré que ceux qui ont pris les deux doses, depuis six mois, de se prémunir davantage en prenant l'injection de rappel « booster » en guise de protection supplémentaire

*Ce mercredi après-midi, entre 1 heure et 2 heures, le Wilson Center se penchera sur la question haïtienne avec la participation de quatre personnalités. Il s'agit des ex-ambassadeurs Raymond A. Joseph (d'Haïti aux E.U.) et de Pamela White (des E.U. en Haïti), ainsi que des professeurs Robert Fatton (Université de Virginie) et Jorge Heine (Université de Boston). Pour avoir accès à la conférence Zoom : www.wilsoncenter.org/event/addr essing-governance-challengeshaiti-role-internationalcommunity.

*Demain, 9 décembre, commencera la conférence virtuelle du président Joe Biden « Summit for Democracy » (Sommet pour la démocratie). Durant deux jours, 9-10 décembre, 111 pays de par le monde sont invités à cette rencontre pour s'entretenir sur les sujets suivants : *Défense contre la* montée de l'autoritarisme, la lutte contre la corruption et la promotion et le respect des droits humains. Haïti n'y est pas invité, se trouvant dans la ligue de trois autres pays de l'hémisphère occidental non invités : Cuba, Nicaragua et Vénézuela. (Voir article en anglais dans HAPPE-NINGS pour de plus amples détails).

Pierre Quiroule II 8 décembre 2021 c/o rajo31@yahoo.com



DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ RACINE ET MAL POLITIQUE AU TIMON EN HAÏTI Raisonnement de raison de Michel Joseph

Par Dan Albertini

Entre (), Sarkozy de la racaille a cru prendre Haïti Macron doit se repenser, c'est peut-être l'heure de remettre ce gilet jaune montagnard et s-c sur le trottoir, fermons-les!

La semaine du 29 sept. 2021, j'ai présenté l'importance du d'un homme, que je sache arriver depuis, bien que, au sens figuré ce défi de la nomenclature de l'œuvre et de la démarche, je veux, cette semaine, avancer dans les termes du sens propre de son défi, car ceux qui lient, délient les cordons de la bourse politique en Haïti font du hasard non légal non légitime, ce dans le jeu personnel, parce qu'il y a crainte de fuite. Néanmoins, , est de la notion qui va vers le réalisme politique de l'avenir immédiat du pays de Dessalines, de Toussaint. Ça se passe en ce temps où Addis-Abeba tance Paris la suceuse. Ce qui augure la nouvelle leçon sue de feu Napoléon : bris de contrat. En outre, si cela est-il viable tant transatlantique que transcaribéen, au Champ-de-Mars, si la loi est la loi, peu importe la faille, Dr Ariel

Henry est-il alors cet imposteur religieux répressif?

Quand j'ai mis en garde contre, publié le 30/01/2013, que dire aujourd'hui de la rotonde proposée de Michel Joseph dans son **DÉFI**? Je pars circonspect avec un reportage issu: The Atlantic: le 28/09/2021. Voyage qui part du Chili pour atteindre le Texas, passant par la porte du Chiapas Mexico, où est le pòt de la « diplomatie des affaires » prétendue de Laurent Lamothe-Miky? En fait de, l'homme nous dit et je cite : «je travaille je ne me bas plus ». Il est déjà dans les sphères de réconciliation active grande rassembleuse, il lui faut consentir le moratoire en faveur du développement, et de la justice sociale à court terme. Question alors : où sont ceux de l'île en fuite?

Alors, la roue tournera-t-elle pour la diaspora haïtienne politisée sur ses besoins, comme le carrefour de référence qui désormais prend racine pour les enfants de 1804 émigrés? Le don de Sicar au CIDIHCA, en l'occurrence les effets de feu général Alfred Nemours, parle que du langage de conviction aujour-d'hui, force est de constater.

Question incisive : En quoi cela a-t-il un rapport avec les racines du mal en Haïti ?

Discursive ante incisive. Nous avions pris pour habitude, au pays, de voir des psychiatrisés aux mains du médecin, malgré le taux incroyablement inférieur de psychiatres formés. Un rapport utile pour la santé mentale en Haïti. C'est là la base discursive!

Incisif: il y a un fou dans la bâtisse, il est médecin. Il se croit Premier ministre, dit-on de lui, un spécialiste en neurologie, en pathologie. Ça n'est pas une interrogation!

A-t-il vu de ces cerveaux ouverts de cœurs fendus, de troncs béants, ou mieux, de plaies politiques pathogènes, pour piquer ainsi la crise, et se croire Premier ministre en édictant des lois, sa loi, pour désobéir à celles de la République ? République non adventiste!

Il y a une seule avenue grande ouverte comme élément de réponse, qui ne plaira sûrement pas à la diplomatie de James Fulfer, à pasteur Church, c'est un adventiste de croyance qui veut mater l'esprit vaudouisant, au pays de 1804. Quand ses pairs dans la foi ont soutenu, dehors comme dedans, que le pacte de 1804 en est un d'avec le diable. Même s'il semble venir venger son frère kidnappé, relâché avec sa fille? Henry, Cantave clerc au Palais...!

Il faut donc être *dingo* pour tenter, d'une part, forer là où le *catho* a échoué. Mieux encore, quand la foi adventiste est bâtie sur la grave erreur de présomption, son pacte : *le retour de Jésus en 1844 sur un mont aux É.U.* faut être réellement fou à lier, pauvre pays, pauvre pêcheur, un troisième médecin veut faire couler le sang, le pays à l'asile. *Avec Larsen rue O-D.*

Quid de la diplomatie dans les **RI**, car il faudra se faire réexpliquer la Constitution de la République haïtienne, d'après le mental de Dr Ariel Henry, qui, de la peine du kidnapping résolu de Dr Élie Henry, de sa fille, en décembre 2020, pour venir se venger de. Alors là, BBQ, ou tout autre souverain, même Obed Jean Robert Henri Saturné, Ph.D., son parent, tout aussi adventiste comme Dr Cantave, Dr Frantz Perpignan, de l'Hôpital adventiste, dans un cabinet forgé adventiste ascendance Dr Honoré, frère de tiboule (A. Pierre). Mieux qu'-Andrew Michael. Holness élu à la Jamaïque (PM), ou , aux îles

Fidji. Tout ici est tout aussi légal et légitime, sinon, plus dans les méandres de la mémoire vaudou de l'Haïtien. Ironie du sort, si Dr Duvalier n'est donc pas mort, il vaudrait mieux faire revivre son fils en la personne du fils *et du fils*. Alors, mieux vaut déclarer la République septentrionale ou le royaume du Nord avec D^r h.c. Moise Jean-Charles, en attendant *le raisonnement* diplomatique de l'Ouest, du Sud, sinon quelqu'un a déclenché la 'saison des poisons'.

Qui est donc ce médecin adventiste depuis *l'avant*-Mompelier, à aujourd'hui : boursier adventiste, fils de pasteur privilégié ou d'effort familial ? Qui estil pour la diplomatie étrangère sise à Port-au-Prince, et surtout qui est-il pour la diplomatie haïtienne, période Mompelier (France), qui sont de la fratrie dont celle de chez Yolande Salomon, à Diquini ? Y a-t-il dans sa vie politique, ou pour la République : certes !

J'ai envie de dire, s'il a un célèbre patient dont il a sauvé l'honneur pour la République, au point de lui en devoir une telle médaille nationale, au détriment de la Nation, du pays, de l'économie? Mais, c'est trop demander. Je peux, par contre, certifier, à l'instar de Céant, notaire, de, le pédant, de Lapin (dont le nom dit

tout)..., ., j'ai soutenu que nul PM ne réussira s'il ne peut apporter des jobs (dont les articles Premier ministre de fin de crise, ou) puis, . Hélas Ariel H...

Non, absolument pas de job ni de sécurité de vies et de biens, mais PM en balade illégale. Pourquoi donc vouloir redresser l'exécutif déchu, aux dépens de tout autre en République, si ce n'est le plan de démence où, une fois de plus, Ariel se veut d'être un Jovenel qui avait le plan de cette violence d'isolation que nous voyons tous.

Il faut faire enfermer l'doc, si la tête est dans les nimbes adventistes contre le pays, il se croit de Dieu, tout permis sur le passeport de 1804 (haïtien). C'est en ce sens que nous comprenons le verbe de Michel Joseph dans DÉFI pour la diaspora haïtienne.



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (**Suite 103**) Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm Friday 10:00 am - 10:00 pm Saturday 10:00 am - 10:00 pm Sunday 10:00 am - 5:00 pm VOUS DEVEZ
UNE AMENDE
ÉMISE PAR
LA VILLE?

La ville de New York propose un programme temporaire vous permettant de payer un montant réduit sur les jugements éligibles rendus par l'Environmental Control Board, y compris ceux prononcés par le Département sanitaire, des Pompiers et des Bâtiments.

Vous pourriez économiser jusqu'à 75%, grâce au programme FAIRER (Fine and Interest Reduction Enabling Recovery).

Pour savoir si vos jugements sont éligibles, visitez le site www.nyc.gov/fairer, ou appelez le 311. Date limite de postulation: 20 décembre 2021.

HAPPENINGS!

Continued from page7

society that has shown a new determination to work for change in Haiti, in an "inclusive" manner. That's a big boost to the idea of an interim government that would work to bring some stability to the country, before the international community rushes in, as in the past, with dubious elections that end up with "leaders who plunder the state, form illicit gangs, and distort democracy to cement their power." What happened in the case of the "Legal Bandit" is a perfect example. The heist of most of the billions from the PetroCaribe Fund that could have changed the face of Haiti occurred under him and the thee dysfunction of democratic institutions were completed by the slain "Banana Man" who was chosen by the "Legal Ban-

We contend that it's time for Haiti to have its own army,

instead of relying on foreign armies, the soldiers of which have caused much harm to the country, such as the cholera introduced in the country by Nepalese soldiers, causing more than 10,000 deaths. Then, there's a multitude of fatherless children left in Haiti by horny foreign soldiers who, whether by rape or induced consent for a few dollars, caused havoc.

It is time to recognize that the international community was wrong for backing, in January 1995, the destruction, instead of the reform, of the Haitian Armed Forces, going along with Jean Bertrand Aristide, who was avenging himself for the Army coup d'état of September 29 that sent him into exile for three years. Unfortunately, the priestpresident had failed the course of Democracy-101 he was being taught while in golden exile in Washington. But he regrets nothing, having become a multimillionaire on a salary of \$100,000 a year, in an impoverished country.

A Black American Sorority embraces the cause of Haiti

On November 30, the Charlotte, N.C., Delta Zeta Chapter of Zeta Phi Beta Sorority, Inc., hosted a virtual town hall entitled "A Call to Action: The Haitian Immigration Crisis," the aim of which was primarily to bring awareness and inspire attendees to explore ways they could be part of this civic action. Eight well-versed experts participated by sharing their first-hand experiences and recommended resources.

Following the keynote speaker Sabine Philippe, coordinator of the League of Haitian American Diaspora Alliance Network (Nou Tout LHADAN), from Washington, D.C., the following made presentations, before a question-and-answer period: Raymond Joseph, former Haitian

Ambassador to the United States (2005-2010) and author, Brooklyn, N.Y.; Dr. Nikita Lindsay, Volunteer, Haiti Outreach Ministries, Helping Haitians Help Themselves, Charlotte, N.C.; Léonie Hermantin, Director of Development, Communications and Strategic Planning, Sant La Haitian Neighborhood Center Inc., Miami, Fl.; Cassandra Suprin, Esq., Family Defense Program Director, Americans for Immigrant Justice, Miami, Fl.; Dr. LaDrea Ingram, Founder, Social Change Agent & Implementation Strategist, La Dream Institute, LLC, Charlotte, N.C.; Rev. Joseph Youance, Senior Pastor, Christian International Faith Center, Charlotte, N.C., and Vanessa Pierre-Parker, Founder of Marie Aline Gay Heart For Haiti Foundation, Charlotte, N.C.

The presenters spoke about the root causes of the Haitian crisis, the history of Haiti, and actions that can be taken. "We were very pleased with the event, which left our guests more knowledgeable about the long and rich history of our beloved Haiti," said Audancie Constant, chairperson of the Social Action at the Charlotte Delta Zeta Chapter of Zeta Phi Beta Sorority. She also thanked the participants, stating, "We appreciated your participation and welcome your service in the future,"

Following that important discussion, the Delta Zeta Chapter will host a Christmas donation drive this Saturday, December 11, from 2:00 to 4:00 pm, at the Christian International Faith Center, to collect essential items for 30 local Haitian refugees and also raise fund for their housing.

All those in the Charlotte and surrounding communities who participated in last Tuesday's zoom conference are invited to the event this Saturday. In this era of COVID-19, now with a troublesome Omicron variant of much concern, action can be taken virtually. In that light, please join the donation drive by visiting the website: The Marie Aline Gay Heart for Haiti Foundation, and follow the directions to donate to this noble cause. As it is said in Creole, "Men anpil, chay pa lou!" (With many hands, the load's light!)

DROITS CIVIQUES DANS LE MONDE

Haïti déclassé par l'indice mondial le « Civicus Monitor»

La dégringolade en matière des droits humains et civiques constatée en Haïti, qui s'est de plus en plus accentuée, ces dernières années, au point de s'aligner avec les pays les plus décriés, dans ce domaine. C'est la deuxième mauvaise note qui lui est attribuée par l'indice mondial «Civicus Monitor».

En effet cette évaluation négative faite par cette organisation se base sur « un suivi en temps quasi réel des libertés démocratiques fondamentales, telles que les libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association » tel que relevé dans la note de couverture du texte relatif à ce constat diffusé par l'entremise de Sylvio Puerto Aboy, officier en Communications multilingues de l'organisation.

Le cas d'Haïti fait l'objet d'un texte produit par Civicus Monitor que Haïti-Observateur publique intégralement pour l'édification de ses lecteurs, texte mis sous embargo jusqu'à la date du 8 décembre, que

Haïti est descendue de la catégorie « obstrué » à « réprimé » dans le nouveau rapport du Monitor CIVI-CUS, un projet collaboratif de recherche international chargé d'évaluer et de faire un suivi du respect des libertés fondamentales dans 197 pays et territoires. Selon le rapport intitulé « Le pouvoir du peuple sous attaque 2021 », c'est l'addition de crises politiques, humanitaires et sécuritaires qui a conduit à la dégradation de son classement.

L'inclusion de Haïti dans la catégorie « réprimé » signifie que les libertés civiques, notamment les libertés d'expression, de réunion et d'association, y sont considérablement restreintes. Il s'agit de l'avant dernière place qu'un pays puisse se voir attribuer dans le classement. Parmi les pays classés comme réprimés figurent également la Colombie, la Birmanie, la Russie et le Venezuela.

Le CIVICUS Monitor est particulièrement préoccupé par l'insécurité à laquelle sont confrontés les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et la société civile. Avant son assassinat en juillet 2021, le président Jovenel Moïse gouvernait par décret depuis plus d'un an, en l'absence d'une assemblée législative élue. Dans un contexte marqué par une crise politique persistante, les acteurs de la société civile ont été attaqués et harcelés en toute impunité. Défenseurs des droits de l'homme et journalistes ont été assassinés en représailles pour leur travail et la police a souvent ciblé les reporters couvrant les manifestations. Au moins cinq journalistes ont été blessés en couvrant des manifestations contre le gouvernement, rien qu'en janvier 2021.

Nous sommes également préoccupés par la répression violente des manifestations. Ces dernières an nées, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre le gouvernement et les conditions de vie de plus en plus pénibles dans le pays. Souvent elles ont été réprimées, notamment au moyen d'un usage aveugle de gaz lacrymogènes et d'armes à feu par la police pour les disperser. En novembre 2020, par exemple, un manifestant a été abattu d'une balle dans la tête et huit autres ont été emmenés à l'hôpital pour des blessures par balle lors de manifestations contre le gouvernement. Plus récemment, les manifestations con tre la pénurie de carburant et la violence des gangs ont été réprimées avec une force

L'insécurité grandissante et les crises humanitaires et politiques ont aggravé la situation actuelle. Au moins à deux occasions en 2021, Médecins sans frontières a été contraint de fermer temporairement des centres de soins en raison de vols et d'affrontements entre grou pes armés. Dans ce contexte de plus en plus instable, il a été difficile pour les groupes humanitaires de mener leurs opérations de secours après le séisme en toute sécurité.

« Ces dernières années, la nécessité de maintenir l'ordre public et de lutter contre l'insécurité a été utilisée comme prétexte pour restreindre les droits fondamentaux en Haïti. Cela s'est traduit par des at ta ques violentes fréquentes contre les journalistes et par la répression des manifestations », explique Dé borah Leão, chercheuse sur l'espace civique des Amériques chez CIVICUS. « À l'avenir, les autorités doivent reconnaître qu'il est important de ga rantir un environnement sûr pour l'exercice des libertés d'expression, de réunion pacifique et d'associa-

Avant son assassinat en juillet 2021, le président Moïse avait pris des mesures pour affaiblir les institutions démocratiques d'Haïti et avait tenté de remplacer la constitution. Son gouvernement avait également cherché à restreindre davantage le droit des Haïtiens à se réunir de manière pacifique. En novembre 2020, le gouvernement a adopté le Décret pour le renforcement de la

sécurité publique, qui a élargi la définition de « terrorisme » et les sanctions qui y sont associées. Ce décret a criminalisé des actions de contestation courantes, comme le blocage des voies publiques. Les personnes reconnues coupables d'actes « terroristes » risquent jusqu'à cinquante ans de prison.

À la suite de l'assassinat du président Moïse et du report des élections présidentielles, la société civile locale a fait pression pour la mise en place d'un gouvernement de transition afin de rétablir l'infrastructure démocratique d'Haïti. Ses membres ont été les principales voix à réclamer une participation publique significative et des solutions locales pour répondre aux multiples crises que traverse le pays.

« La société civile a un rôle vital à jouer, non seulement pour soutenir les efforts de redressement d'Haïti et pour fournir de l'aide aux plus démunis, mais aussi pour reconstruire ses institutions et ouvrir la voie à des élections libres et équitables », affirme Déborah Leão.

Plus de vingt organisations collaborent au sein du Monitor CI-VICUS et fournissent des preuves et des recherches qui nous aident à cibler les pays où les libertés civi-ques sont en danger. L'année dernière, le Monitor CIVICUS a publié plus de 550 mises à jour sur l'espace civique, lesquelles sont analysées dans le rapport « Le pouvoir du peuple sous *attaque* 2021 ».

Les libertés civiques de 197 pays et territoires ont été classées dans une des cinq catégories disponibles fermé, réprimé, obstrué, rétréci ou ouvert — selon une méthodologie qui combine plusieurs sources de données sur les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression.

Haïti est désormais placée dans la catégorie « réprimé » du classement du Monitor CIVICUS, de même que quarante-huit autres pays. Pour obtenir davantage d'informations, visitez la page consacrée à Haïti sur le CIVICUS Monitor et n'hésitez pas à y retourner régulièrement pour consulter les dernières mises à jour.

INTERVIEWS

Pour plus d'information ou pour organiser une entrevue, veuillez écrire à :

matthew.reading-smith@civicus.org ou à media@civicus.org.

Cette évaluation de la situation des droits humains et civiques, en Haïti, intervient à a veille de la tenue d'un sommet virtuel sur la démocratie, auquel les dirigeants haïtiens ne sont pas invités. Cette rencontre, qui débute le jeudi 9 décembre, et qui durera deux jours, se déroule sous les thèmes « défense contre l'autoritarisme, la lutte contre la corruption et la promotion du respect des droits humains ». L'exclusion d'Haïti à cette importante rencontre confirme le caractère universel de l'ostracisme dont est frappée la République d'Haïti engagée résolument dans ces dérives que la communauté démocratique condamne avec véhémence.

De toute évidence, les gestes parlent plus fort que les paroles. La marginalisation des violateurs des droits de l'homme et civiques, la pratique de la corruption et de la criminalité d'État est encore plus éloquente que les communiqués dénonçant de tels actes.

DANS LE CADRE DE LA « CAMPAGNE JUSTICE POUR JOVENEL MOÏSE »

Claude Joseph convoqué par le juge instructeur Quelle squelette gît dans le placard del'ex-chancelier ?

Suite de la page 8

Dans cette optique, d'aucuns pensent qu'il ne faudrait pas écarter la possibilité que le rapprochement de Moïse avec Vladimir Putin serait à la base de son assassinat. Surtout que des rumeurs liant Claude Joseph au crime du 7 juillet prétendent qu'il aurait effectué un « détour imprévu », alors qu'il était en route pour la capitale turque, dans le cadre des préparatifs du voyage de son patron à Ankara.

Bien que la teneur des secrets qu'il auraient révélés à ses interlocuteurs américains n'aient pas été révélée, faut-il croire que son escale non programmée n'avait d'autre motif que pour se faire offrir « un dîner au restaurant » ?. Par contre, un autre individu, ci-devant, proche de Moïse, prétend que l'empressement de Joseph à prendre logement à la primature, consécutivement à l'assassinat, et sa déclaration de loi martiale dans l'immédiat résulteraient de l' « entente » qu'il avait eue avec des décideurs de Washington. Un accord qu'il avait trop vite entériné, car ayant été forcé de vider les lieux, dans les heures qui suivirent, afin de faire place à Arien Henry, à la primatu-

Quelles relations avec l'aide militaire russe qu'on dit promise à Haïti?

Entre-temps des informations faisant le tour des réseaux sociaux font état d'aide militaire que la Russie se propose d'offrir à Haïti. La liste d'équipements annoncée, dont la distribution est attribuée au journaliste russe Batchenko Kremlin Arcadi, dans l'organe de presse russe Izvestia, comprend : trois hélicoptères de guerre, 20 véhicules blindés, 50 fusils de précision, encore plus meurtriers que le SVLK-14S Soumrak (Crépuscule) ayant la capacité de détruire des blindés légers éloignés de deux kilomètres, plus 100 autres équipements militaires non identifiés.

Une autre communication diffusée séparément sur les réseaux sociaux fait croire que ces dons russes résulteraient des démarches (monte desann) de l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, au Venezuela.

Aucune source autorisée de la Fédération russe n'a jugé nécessaire de prendre position par rapport à ces informations. De son côté, M. Jean-Charles également s'est gardé d'intervenir, pour réfuter ou confirmer

À la lumière de tous ces faits, d'aucuns se demandent si Recep Tayyip Erdogan, qui était devenu l'ami de Jovenel Moïse, n'avait participé aux démarches ayant abouti à cette offre généreuse de Russie au régime PHTKiste d'Haïti. Car, tout laisse croire qu'une éventuelle aide en armements du président russe, Vladimir Putin—si elle avait été effectivement négociée—, a été faite avant la mort du président de facto.

De toute évidence, le menu des équipements militaires russes signalé devrait coûter des millions, dont le paiement, s'il s'agit d'un achat, devrait être négocié auprès d'une banque qui se chargerait du financement.

D'autre part, un tel transfert de technologie militaire exigerait une période d'entraînement du personnel haïtien appelé à utiliser les équipements sur le terrain, à moins que soit déployé le personnel technique russe approprié, en Haïti, pour que les Haïtiens puissent en faire l'apprentissage sur place, auprès de techniciens russes. Toutefois, au train où vont les choses, la livraison des équipements militaires russes n'est pas pour demain, car il y a trop d'obstacles à surmonter, avant que le régime PHT-Kiste dirigé par le Premier ministre de facto Ariel Henry parvienne à résoudre les problèmes stratégiques de financement, au cas où les Russes exigeraient paiement avant remise.

D'autre part, il semble que l'attitude des Américains, face à une telle transaction, ne soit pas encore prise en compte. Car il y a fort à parier que Washington répugnerait l'idée d'armes offensives venues d'ailleurs, arguant sans doute le déséquilibre en armement qu'une telle éventualité entraînerait dans la zone. Mais d'un autre côté, le voisin de l'est d'Haïti ne manquerait pas d'afficher son mécontentement au regard de ce déséquilibre que, à coup sûr, il estimerait nuisible à sa sécurité.

Finalement, Claude Joseph expulsé du gouvernement, Ariel Henry et ses collaborateurs se trouvent confrontés à la responsabilité de réparer les dommages qu'il a faits et les perturbations qu'il a causées dans les relations avec la République dominicaine. Mais aussi la manière dont il a mis des bâtons dans les roues de l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse. Dans ce cas spécifique, comment vont-ils traiter le dossier Samir Handal, arrêté injustement et gardé, jusqu'ici, en prison, en Turquie, suite aux magouilles orchestrées par l'ex-chancelier.

L'emprisonnement de Handal

dans un pays étranger, loin de sa famille, au moment où son épouse se retrouve seule à gérer la mort subite de son père n'inspire pas la gaité.

En effet, Georges Hasboun, 87 ans, est mort d'un infarctus massif, en République dominicaine, la semaine dernière. Il avait épousé Jeannette izméry, la sœur d'Antoine Izméry. Abattu en plein jour, à Turgeau, à proximité de l'église du Sacré-Cœur, ce crime était attribué à l'Armée d'Haïti.

Mirna Handal, née Hasboun, avec Samir Handal, son mari, croupissant en prison, en Turquie, doit partager son temps entre le suivi du processus de sa libération, qu'elle souhaite arriver « *très bientôt* », et les funérailles de son père, en République dominicaine.

Cette situation peut ne pas émouvoir outre mesure Ariel Henry et ses collaborateurs. Mais quoi qu'ils fassent et disent, la balle est bien dans leur camp.

En tout état de cause, dans le placard de Claude Joseph gît, tout au moins, un squelette. Aucun doute le juge Orélien finira par le trouver, l'identifier et prononcer les responsabilités.

L.J.

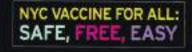
FO: REMÈD NATIRÈL YO KAPAB PWOTEJE MWEN KONT COVID-19.

VRÈ:

Pa gen okenn prèv syantifik ki montre ke vitamin yo oswa remèd natirèl yo pwoteje moun kont COVID-19.

VAKSEN KONT COVID-19 YO SOVE LAVI. PRAN VAKSEN.

POU PLIS ENFÒMASYON, VIZITE NYC.GOV/COVIDVACCINE.











SOS : Situation de grande souffrance pour la plupart des footballeuses haïtiennes, en Haïti et à l'étranger

Par Nènè Wiseman

Le tsunami annoncé, au début de 2020, que l'on fera abattre sur le football haïtien, avant les élections de la FHF, au cas où l'ancien président était réélu, continue de frapper avec un pouvoir destructeur, dans son ensemble et de plein fouet, toute la famille du football, et ceci dans toutes ses composantes : arbitres, entraîneurs, mais aussi dirigeants, et même journalistes, quand bien même ils se tairaient. Plus dur est le calvaire, surtout des joueurs et joueuses, qui sont dépourvus de tout, lorsque la saison et les compétitions sont aux arrêts, comme c'est le cas depuis des mois, puisque les clubs ne peuvent les assister valablement, ne pouvant compter alors sur des recettes de matches, sur la générosité des membres et de fanatiques toujours prêts à délier la bourse.

Avec la situation actuelle du football, ceux qui sont aux commandes directes des clubs ne savent à quel saint se vouer pour aider les jeunes, qui sont licenciés dans leur entité pour les assister. Ce drame, soulignons-le, frappe aussi durement et étonnement, même les joueuses et joueurs qui ont eu le bonheur de s'installer à l'étranger, même dans de grands pays développés. Pourtant, on aurait pu penser que ceux qui ont eu la chance de quitter le pays sont plus ou moins tranquilles. Mais qu'on se détrompe ! Car, même ceux-là qui sont en Europe, donc en principe, loin de la misère d'Haïti, connaissent de terribles moments, les filles surtout, qui sont aux abois er cela ne peut pas durer!

D'abord, on ne joue pas au foot-

ball en Haïti. Dès lors, les joueurs sont libres, mais les jeunes, surtout les dizaines qui sont aux États-Unis, malgré l'insistance des clubs, qui voudraient les accueillir, dans ce pays, la FHF ne répond pas aux demandes de ITC des clubs américains. Le cas du jeune Sainté, ardemment convoité par Orlando, qui l'héberge, mais qui le laissera tomber, faute de réponse d'Haïti. Pour les joueuses, la situation est encore plus grave. Chassées de Camp Nous, presque toutes les seniors ont été contraintes, autant pour leur sécurité que leur survie, de se réfugier aux States, mais n'ayant aucune attache dans le pays, où il faut obligatoirement un pied à terre, elles traînent de porte en porte, obligées de faire des jobs de manière clandestine, « anba tab », pour louer à trois une maison et envoyer un petit « *kichòy* » (quelque chose) aux parents pauvres en Haïti. Certaines n'ont même pas pu trouver les 500 dollars de coût pour faire la demande pour bénéficier de la chance inouïe du TPS offerte aux Haïtiens. À ce quotidien sombre s'ajoute surtout un affreux avenir d'illégales, en tout cas une carrière de footballeuse ruinée, catastrophe aussi pour Haïti qui pouvait obtenir de grandes victoires internationales. Elles qui étaient parmi les reines adulées récemment par le président de leur pays leur promettant le ciel, comme support. Ceux par qui est arrivée leur situation et qui disaient vouloir les protéger et les défendre, une fois leur objectif atteint, celui d'évincer le Comité légalement élu de leur Fédération, ne pensent même pas à leur désastre !!! On aurait pu penser que la quin-

zaine ayant eu le bonheur de partir

pour la France, et, de fait, ont eu la chance d'avoir fui le tsunami à temps, rien de cela pourtant, mises à part les toutes premières, Nerilia, Batcheba, etc., etc. à signer dans des clubs français, qui l'ont fait suivant les normes, donc apparemment à l'abri des ennuis pour vivre, celles qui ont laissé Camp Nous, après le début du tsunami, vivent un calvaire qui devait interpeller même les autorités politiques au-delà du football, car ambassadrices de leur pays, héroïnes attestées, elles vivent un drame humain et national, car elles souffrent. Bien que mal logées, entassées à cinq ou six, avec des Africaines, dans une pièce de logement, ayant une poussière d'allocation loin du salaire minimum légal français, avec un visa de touriste et qui fait qu'après trois mois, visa expiré, elles ont peur de circuler dans les rues, ayant voyagé sans contrat signé, donc sans aucune garantie du minimum vital. Très grave depuis le début du tsunami, leur Fédération les ignore, dès leur départ d'Haïti et elles sont accaparées et tombent dans les griffes d'un racketteur dénommé Billy Dieussaint Chalera, qui s'improvise illégalement leur agent, un titre dont on découvre aujourd'hui qu'il a usurpé ce statut d'agent. On se rend compte qu'il était bien le voyou, le criminel que dénonçait souvent la presse, et qui longtemps s'est fait passer pour un fan bénévole. Bénéficiant de la confiance, de la complicité même des « dirigeants normalisateurs », « l ap coupe, l ap rache, imilye, eksplwate », sans vergogne. C'est clair, avec la complicité même des dirigeants de Portau-Prince, puisque, selon ce qu'on rapporte, en mars 2020, peu avant le

tsunami, alerté, le Conseil d'administration de Cano Nous avait délégué son président, pour aller signer un contrat avec un cabinet d'avocats français spécialisé dans la représentation de footballeurs pour encadrer et prendre en charge la gestion des joueuses quasi innocentes, ces jeunes garçons et filles de Camp Nous, en France, vu que, les filles surtout, avec leurs faibles ressources, ne peuvent pas signer avec un agent licencié par la Fédération de football de France (FFF), soumis aux lois d'éthique réglementant son travail. Les joueuses de football féminin n'ont pas les moyens de financer le coût d'un agent officiellement enregistré en France, qui est soumis aux règles d'éthique de leur Fédération.

Il est urgent de venir au secours de ces joueuses sans défense se débattant des griffes de ce monsieur, en faisant ce que d'autres pays qui ont des joueuses en Europe ont fait, signer et élire un avocat pour arrêter cette exploitation humaine en pleine époque de respect des droits fondamentaux. Dans le pays champion des droits de l'homme, d'ailleurs c'est urgent, puisque ces filles, avec des ennuis pour vivre et voyager, ne peuvent pas se déplacer pour venir jouer pour Haïti.

Il faut noter que, jusqu'à présent, économiquement, le football féminin est encore en phase de démarrage, même si, depuis quelques années, il y'a une forte circulation de joueuses entre les pays. Mais, contrairement aux hommes, qui évoluent dans une structure qui leur évite quasiment les moindres soucis, les femmes elles-mêmes, qui signent à l'étranger, ont encore

besoin de l'assistance permanente de leur Association d'origine pour souffrir moins. C'est que, d'ailleurs, en football féminin on parle davantage de « placement » que de transfert de joueuse, en ce sens que, la Fédération de laquelle la joueuse est originaire doit, à tout moment, encadrer et supporter sa joueuse, sinon avec les structures très faibles des clubs féminins d'accueil, les filles sont quasiment des esclaves abusivement exploitées, parfois par des racketteurs qui s'improvisent agents. Ce que la FHF a arrêté de faire par un contact direct avec ces filles expatriées, en continuant de prendre à cœur leur bien-être, par une subvention régulière, mais aussi en étant prompte à résoudre tous les problèmes de visa, de passeport, de qualité de vie dans le pays d'accueil. Voilà l'oubli irresponsable, inhumain qui fait souffrir ces jeunes

Enfin, ici, à ce journal a été déjà souligné le drame de ces jeunes garçons et filles en formation à l'Académie Camp Nous, qui ont été éjectés pratiquement depuis plus d'une année de l'Académie Camp Nous, et, de fait, connaissent une misère atroce dans les ghettos avec des parents de jeunes, dont le chemin vers tout au moins un mieux, grâce à leurs talents, à la formation d'élite reçue qui leur garantit une carrière, sinon glorieuse, tout au moins honnête et décente, loin donc des malheurs que l'on fera tomber sur le football, ont frappé le football.

Depuis plus d'une année, ces filles ne vont pas à l'école, ne s'entraînent pas et vivent mal. Les parents sont aux abois!

N.W.

Le Gymnasium Vincent a accueilli la 7e édition du Championnat national de tennis de table

Par Ricot Saintil

La Fédération haïtienne de tennis de table (FHFF), a bouclé l'année 2021, le dimanche 5 décembre, avec la réalisation de la 7^e édition de son championnat national, tenu sur deux jours, à la rue Romain, au Gymnasium Vincent. Les pongistes de plusieurs catégories, U15, U18, U23, Senior Open, Vétéran, Open féminin et Open masculin ont répondu favorablement à l'appel lancé par la FHTT, pour réaliser cette 7^e édition, qui n'a pas pu avoir lieu l'année dernière, en raison de la crise sanitaire. Les membres de la Fédération haïtienne de tennis de table sont sortis satisfaits, au terme de la compétition, les pongistes ayant montré leur enthousiasme et leur amour du jeu, qui a encore du mal à trouver la place qu'il mérite dans le milieu du sport, en Haïti.

Ils étaient 63 pongistes à prendre part au championnat national de « *ping-pong* ». Pour les organisateurs, ce fut deux journées marathon durant lesquelles ils ont mis tout en œuvre pour faire jouer tous les athlètes engagés dans la 7^e édition du Championnat national. Soutenue par le Comité olympique haïtien (COH) et d'autres partenaires, la FHTT, dirigée par l'expérimenté Ralph Kernizan, a remis, comme promis, des médailles, des primes et des trophées aux champions de toutes les catégories. Plus de trois-cent-milles gourdes étaient nécessaires pour la réalisation de la compétition.

Dans la catégorie U15, Markenley Rubin est sorti vainqueur de son duel en finale contre David Beaubrun, 3 sets à 0 (12-10, 11-5, 12-10). Phanor Davidson complète le podium. Dans la catégorie U18, Donika Saint-Fleur est sacré champion, il a pris le dessus en 3 sets (11-7, 11-6, 11-8) sur Donsley Estanus. Thormelus Jackson termine à la 3^e place. Pour les moins de 23 ans, Brayon Azor s'est emparé de la première place, il a gagné difficilement contre Donika Saint-Fleur, 3 sets à 2 (13-15, 11-9, 14-12,7-11,11-8). Mackentoch Paul a pris la 3^e place. Chez les seniors, Genet Ducamé a gagné la finale contre Gaëtan Perodin, 3 sets à 1 (11-2, 6-11, 11-5, 11-6). Ronaldi Pierre s'est adjugé la 3^e place. Dans la catégorie Vétérans, Mario Pyram remporte son duel en finale contre Stanley Handal, 3 sets à 0 (11-4, 11-4, 116). Hervé Guilite complète le podium. Pour la catégorie Open féminin, cinq filles étaient concernées, Mayfield Louis a remporté la finale au dépend de Toucheau Jose-Vigne par 3 sets à 1 (6-11, 11-6, 11-6, 11-3). Dans la catégorie Open masculin, Donika Saint-Fleur s'est adjugé d'un deuxième titre, après celui dans la catégorie des moins de 18 ans, il a pris le dessus sur Brayon Azor, 3 sets à 2 (11-4, 9-11, 11-13, 11-9, 11-1) contre lequel il a perdu la finale de la catégorie des moins de 23 ans.

Dans un contexte de peur généralisée, la Fédération haïtienne de tennis de gable ne s'est pas laissée faire. Elle a bouclé l'année 2021 dans le respect pour les joueurs, entraîneurs et des clubs affiliés, avec la réalisation de la 7^e édition du Championnat

national de tennis de table. Malgré la détermination des membres du Comité de la FHTT, ils n'ont pas pu convier, à cette grande fête, les pongistes du grand Nord et du grand Sud, en raison de l'insécurité grandissante qui sévit à Port-au-Prince. Néanmoins, ils ont permis, en cette fin d'année, aux pongistes, d'échanger leurs raquettes en plein cœur de la capitale haïtienne. Sport olympique depuis 1988, le tennis se joue sur une table séparée au milieu par un filet. Les joueurs s'affrontent avec leurs raquettes en main. Une partie de tennis se déroule en 3 ou 4 manches. Le premier joueur qui marque 11 points avec deux points d'avance remporte le set.

R.S.